

# Les pharmaciens dénoncent un vide juridique

Page 2

Tassili Airlines

Un avion subit un incident après son atterrissage à Ouargla

Page 24

# Les DEBATS

Votre quotidien national

S'il est réélu le 18 avril prochain

# Bouteflika s'engage à organiser une présidentielle anticipée

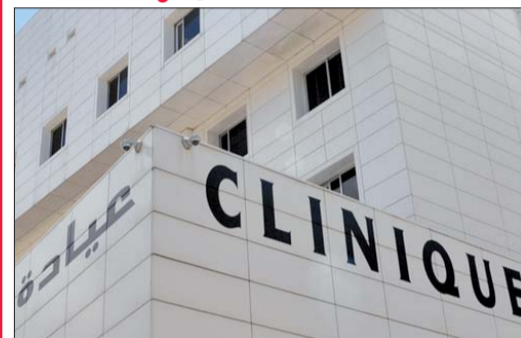
Le président de la République Abdelaziz Bouteflika s'est engagé, hier à Alger, à organiser, s'il sera réélu le 18 avril prochain, une élection présidentielle anticipée conformément au calendrier arrêté par la conférence nationale indépendante, précisant qu'il ne sera pas candidat à cette élection qui assurera sa succession".

Page 3



Cliniques privées

## Entre impératifs réglementaires et logique commerciale



Les établissements hospitaliers privés (EHP), dont le nombre ne cesse d'augmenter ces dernières années, obéissent plus à une logique commerciale qui assure leur pérennité, au prix d'énormes sacrifices financiers pour les malades, et parfois au mépris des impératifs réglementaires régissant leurs activités.

De 15 établissements de santé privés répartis à l'échelle nationale en 1993, l'Algérie compte aujourd'hui 208 cliniques privées, alors que presque autant sont en cours de réalisation, dont 31 fonctionnelles et 15 autres en chantier pour la seule capitale.

L'exercice à titre privé a été consacré par la loi 85-05 du 16 février 1985 tandis que la loi 88-204 du 3 mai 1988 a donné naissance aux cliniques privées, précise à l'APS, le Dr Fawzi Benachenhou, directeur des structures de santé de proximité au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

D'autres textes réglementaires régissent les conditions d'ouverture, d'organisation et de fonctionnement de ces structures, ajoute-t-il, notant que toute clinique fait l'objet d'une visite de «conformité» avant le démarrage de ses activités afin de s'assurer du respect de la réglementation en matière notamment de construction, du nombre du personnel et de l'équipement engagés par le promoteur. Ces aspects devant être proportionnels aux disciplines que ce dernier envisage de développer, sachant qu'il est tenu d'offrir les spécialités de base, souligne-t-il.

L'évolution de cette activité, devenue une nécessité incontournable, est encouragée afin d'élargir «les offres de soins» aux citoyens, souligne le même responsable, déplorant toutefois, l'absence d'une carte sanitaire de sorte à ce que l'implantation géographique de ces établissements soit la plus équilibrée possible : «Généralement, les EHP sont implantées dans les villes qui sont pourvues de CHU», fait-il remarquer. Néanmoins, ce qui pose un plus sérieux problème, ce sont les diverses infractions à l'éthique médicale, à savoir les erreurs médicales, l'exercice illégal pour les praticiens, ainsi que le non-respect des règles d'hygiène, déplore ce responsable.

Page 4

26° Fespaco

Jusqu'à la fin des temps remporte le Prix du meilleur premier film

Page 24





Vente de psychotropes destinés à des fins sanitaires

# Les pharmaciens dénoncent un vide juridique

**Le vide juridique dans la gestion des psychotropes destinés à des fins sanitaires et l'absence d'une liste détaillée de ces produits, a créé une confusion sur la délivrance de ces médicaments et provoque l'emprisonnement du pharmacien sans que ce dernier soit impliqué, déplore le Syndicat des pharmaciens d'officine (SNAPO).**



Par Karima Nacer

**E**n effet, faute de la publication de la liste des psychotropes destinés à des fins sanitaires dans le but de protéger le pharmacien et le malade, des pharmaciens risquent l'emprisonnement, indique le président du Snafo, le Dr. Messaoud Belambri. A l'occasion d'une rencontre intitulée «Les psychotropes dans l'officine, les nouveautés dans le domaine législatif et la révision de la loi 04-18», le président du Snafo, le Dr. Messaoud Belambri a affirmé que le pharmacien s'est retrouvé

ces dernières années entre «le marteau et l'enclume», notamment avec la vente de médicaments non inscrits dans la liste de psychotropes, à l'instar du Prégabaline classé par la justice comme substance psychotrope, ce qui a entraîné, a-t-il dit, «l'emprisonnement de plusieurs pharmaciens ayant vendu ces produits dans plusieurs régions du pays».

Le ministère de la Santé a élaboré des textes de loi pour actualiser cette liste qui pose toujours «problème aux pharmaciens au point où certains d'entre eux refusent de vendre ces

produits en raison des pratiques qui ont causé l'emprisonnement de certains», a souligné le même responsable. Ce «vide juridique» dans la gestion des psychotropes destinés à des fins sanitaires et l'absence d'une liste détaillée de ces produits, a contribué à l'enregistrement de plusieurs lacunes sur le terrain et à l'emprisonnement du pharmacien sans que ce dernier soit impliqué», a ajouté M. Belambri.

Rappelant certaines dispositions de la loi 04-18 du 25 décembre 2004 régissant les psychotropes, le président du Snafo, a affirmé le ministère de la Santé, avait promulgué en 2015, dans le *Journal officiel*, un décret relatif à ces produits, sans la publication de la liste nominative de ces produits. Le Chef de service psychiatrie-addictologie à l'établissement hospitalier spécialisé de Blida, le Pr. Nadir Bourbon a évoqué les indications thérapeutiques des psychotropes, relevant, à ce propos, que le taux d'atteinte des maladies psychiatriques variait de 10 à 15%.

Ces maladies sont appelées à augmenter au sein de

toutes les sociétés, ce qui exige des pouvoirs publics de les réglementer et de promulguer des lois concernant leur gestion afin d'éviter toutes mauvaises utilisations. Il a précisé que «ces médicaments sont classés par L'Organisation mondiale de la santé (OMS) parmi les médicaments destinés au traitement du système nerveux, selon leur composition chimique et efficacité thérapeutique, expliquant que l'addiction à ces médicaments est due à plusieurs facteurs psychique, social et environnemental». Par ailleurs, le Pr Bourbon a appelé les médecins à ne pas prescrire plus de deux ou trois médicaments dans la même ordonnance, vu leur effets secondaires dangereux. Pour sa part, Maître Billal Nechar (avocat) a expliqué les lois en vigueur applicables en cas d'infraction dans l'utilisation des psychotropes, notamment le Code pénal, appelant, dans ce cadre, les pharmaciens à faire preuve de vigilance et au contrôle minutieux des ordonnances médicales falsifiées pour éviter toute poursuite judiciaire.

K.N.

Gaz

## L'Algérie abrite la 1<sup>ère</sup> réunion du comité scientifique

L'Algérie abrite aujourd'hui, à Boumerdès, la première réunion du Comité scientifique de l'Institut de recherche sur le gaz, relevant du Forum des pays exportateurs de gaz, a annoncé, hier à Alger, le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni.

Intervenant lors d'un workshop sur la digitalisation du secteur des hydrocarbures, M. Guitouni a rappelé que les pays membres du GECF (Gas Exporting Countries Forum) avaient décidé, il y a plus d'une année, d'étendre leur collaboration à la recherche scientifique et à la technique dans le domaine du gaz.

Le Forum avait adopté, à l'unanimité, la décision de créer, en Algérie, un Institut de recherche sur le gaz (GRI), lors du 4<sup>ème</sup> Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du GECF, tenu le 24 novembre 2017 à Santa Cruz de la Sierra, en Bolivie, a-t-il précisé.

Le GECF est une organisation intergouvernementale créée lors de la 8<sup>ème</sup> session du Forum informel des mêmes pays, tenue à Moscou en décembre 2008.

Il est actuellement composé de 12 pays : Algérie, Bolivie, Egypte, Guinée équatoriale, Iran, Libye, Nigeria, Qatar, Russie, Trinité et Tobago, Emirats arabes unis et le Venezuela, alors que l'Azerbaïdjan, l'Irak, le Kazakhstan, la Norvège, Oman, le Pérou et l'Angola ont le statut de membres observateurs.

M. Guitouni a, par ailleurs, fait savoir que le workshop autour de la digitalisation dans le secteur des hydrocarbures, organisé par le groupe Sonatrach, s'inscrivait dans le cadre des préparatifs de la tenue de la première réunion du Comité scientifique de l'Institut de recherche sur le gaz.

A ce titre, M. Guitouni a indiqué que le choix du thème de la numérisation pour ce séminaire était tout à fait «judicieux», d'autant que la numérisation est en train de modifier profondément le paysage énergétique.

Se référant à l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le ministre a fait savoir que l'utilisation des technologies digitales existantes et émergentes pourrait augmenter les réserves mondiales techniquement récupérables de 3% pour le pétrole et le gaz non conventionnel.

M. Guitouni a rappelé que l'étude de faisabilité qui fut à la base de la création de l'Institut de recherche du gaz avait également démontré que la numérisation des processus, l'analyse avancée des données, la robotique, l'automatisation et la connectivité peuvent conduire à dégager des plus-values substantielles.

Pour sa part, le P-DG du groupe Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, a indiqué que le groupe travaillait actuellement sur le déploiement d'une infrastructure HT (haute technologie) moderne avec la mise en place d'une application digitale, dont les effets seront mesurés au cours des prochaines années.

H. T.

Elle se déroule en Tunisie

## Louh participe à la session du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, prend part, depuis hier à Tunis, à la 36<sup>ème</sup> session du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur et à la réunion conjointe des ministres arabes de l'Intérieur et de la Justice, a indiqué, samedi, un communiqué du ministère.

Les participants à ces deux réunions se pencheront, deux jours durant, sur «l'examen de la réactivation des accords relatifs à la sécurité et à la justice», outre la signature de plusieurs accords relatifs au renforcement de la coopération judiciaire et sécuritaire entre les pays arabes à l'occasion de la réunion conjointe des ministres arabes de l'Intérieur et de la Justice, ajoute la même source.

R. N.

A travers une délégation d'opérateurs et d'acteurs dans le domaine

## L'ONAT participe à la Bourse internationale du tourisme à Berlin

**L'**Office national algérien du tourisme (Onat) sera présent à la 53<sup>ème</sup> édition de la Bourse internationale du tourisme de Berlin (ITB Berlin) prévue du 6 au 10 mars à travers une délégation d'opérateurs et d'acteurs dans le domaine du tourisme ainsi que des artisans, a indiqué, hier, un communiqué de l'ONAT.

«La participation de l'Algérie à cet événement s'inscrit dans le cadre du plan d'action 2019 de l'Onat, notamment pour la promotion de la destination Algérie sur les marchés internationaux», a précisé le communiqué.

«Ce Salon est considéré comme l'espace le plus important pour les

échanges vu le nombre d'acteurs et opérateurs qui y participent et le nombre de visiteurs prévus des quatre coins du monde», a ajouté la même source.

Quant au stand algérien, ajoute le communiqué, «un espace d'exposition de 100 m<sup>2</sup> lui a été réservé dont le décor est inspiré du patrimoine architectural et culturel algérien. Il sera également aménagé et équipé de manière à faciliter aux opérateurs, la promotion des produits touristiques algériens et la destination Algérie dans les meilleures conditions, mettant en exergue les atouts du tourisme algérien, notamment, le Sahara». «Des artisans et artistes animeront des activités durant cette mani-

festation dans le but d'attirer des visiteurs au stand algérien à travers l'exposition de leur savoir-faire reflétant les traditions algériennes», a fait savoir la même source.

A cette occasion, le stand algérien verra la projection de vidéos et photos ainsi que la distribution d'autres supports publicitaires, dont des dépliants, guides et CD permettant aux visiteurs de connaître les spécificités des régions touristiques algériennes. «L'événement connaîtra une intense couverture médiatique qui permettra de promouvoir l'image de la destination Algérie», a conclu le communiqué.

Reda A.

Coordination nationale des enfants de chouhada

## Appel à préserver la «sécurité, la stabilité et l'unité du pays»

**L**e président de la Coordination nationale des enfants de chouhada (Cnec), Khaled Bounedjma, a mis l'accent, samedi à Aïn Defla, sur la nécessité de préserver la sécurité, la stabilité et l'unité du pays, soutenant que l'intérêt de l'Algérie doit être placé au-dessus de toute autre considération.

«Dans la conjoncture actuelle, la stabilité, la sécuri-

té et l'unité du pays ne doivent en aucun cas être menacées et il est du devoir de tout un chacun de placer l'intérêt de la patrie au-dessus de tout autre considération», a souligné M. Bounedjma qui animait à la salle Emir Abdelkader de la ville, une rencontre régionale des représentants de la Cnec des wilayas du Centre.

Evoquant les marches organisées dans nombre de

régions du pays, il a fait savoir qu'il n'y voyait pas d'inconvénients pour peu que ce mouvement se déroule de manière pacifique, loin de toute forme de violence. «Quoi de plus normal que des jeunes manifestent pour revendiquer des droits ou mettre en avant un certain nombre de difficultés auxquelles ils sont confrontés, l'essentiel étant que ces marches ne menacent pas

l'ordre public et, par ricochet, la stabilité du pays et sa sécurité», a-t-il martelé.

Evoquant la situation socio-économique du pays, il a soutenu que des avancées palpables ont été perçues ces dernières années, admettant toutefois l'existence de carences due, selon lui, à «la mauvaise gestion des responsables locaux».

G. L.



# ÉVÈNEMENT

S'il est réélu le 18 avril prochain

## Bouteflika s'engage à organiser une présidentielle anticipée

**Le président de la République Abdelaziz Bouteflika s'est engagé, hier à Alger, à organiser, s'il sera réélu le 18 avril prochain, une élection présidentielle anticipée conformément au calendrier arrêté par la conférence nationale indépendante, précisant qu'il ne sera pas candidat à cette élection qui assurera sa succession.**



**D**ans un message de candidature à l'élection présidentielle, qu'a lu son directeur de campagne, Abdelghani Zaalane, M. Bouteflika s'est dit "déterminé" en cas de sa réélection à "assumer la responsabilité historique de la concrétisation de l'exigence fondamentale du peuple, c'est-à-dire le changement du système", ajoutant que "dans cet esprit, je prends solennellement devant Dieu, et devant le peuple algérien, plusieurs engagements".

En ce sens, il s'est engagé à organiser "une élection présidentielle anticipée conformément au calendrier arrêté par la conférence nationale indépendante. Je m'engage à ne pas être candidat à cette élection qui assurera ma succession dans des conditions incontestables de sérénité, de liberté et de transparence. La date de cette élection présidentielle anticipée sera fixée par la conférence nationale", a souligné le Président Bouteflika dans son message, qui a énuméré six engagements.

Il s'est ainsi engagé à tenir "juste après l'élection présidentielle, d'une conférence nationale inclusive et

indépendante pour débattre, élaborer et adopter des réformes politiques, institutionnelles, économiques et sociales, devant constituer le socle du nouveau système rénovateur de l'Etat national algérien en harmonie avec les aspirations de notre peuple", de même que "l'élaboration et l'adoption par référendum populaire d'une nouvelle Constitution qui consacrerait la naissance de la nouvelle République et du nouveau système algériens".

Le chef de l'Etat a en outre évoqué "la mise en oeuvre rapide de politiques publiques garantissant une redistribution des richesses nationales plus juste et plus équitable et l'élimination de la marginalisation et de l'exclu-

sion sociales, y compris le phénomène de la Harga, ainsi qu'une mobilisation nationale effective contre toutes les formes de corruption".

L'autre engagement pris par le Président consiste en "la prise de mesures concrètes pour faire de tous nos jeunes des acteurs et des bénéficiaires prioritaires dans la vie publique à tous les niveaux et dans toutes les sphères du développement économique et social", ainsi que "la révision de la loi électorale avec notamment la création d'un mécanisme indépendant d'organisation des élections qui aura la responsabilité exclusive de l'organisation des élections".

S'exprimant sur sa candidature, il a relevé qu'"il y a quelques jours et en réponse aux sollicitations des citoyens, de la classe politique et de la société civile, dans un esprit d'accomplissement d'un devoir ultime au service de notre pays et de notre peuple, j'ai annoncé ma candidature à l'élection présidentielle du mois d'avril prochain", soulignant que l'Algérie "est le plus grand honneur qui m'ait été fait tout au long de ma vie".

"Je vous invite instamment à écrire ensemble une nouvelle page de notre histoire en faisant de l'échéance électorale du 18 avril prochain l'acte de naissance d'une nouvelle république algérienne à laquelle le

peuple algérien aspire", a-t-il souligné.

A propos des marches populaires du 22 février et du 1er mars, le Président Bouteflika "a tenu saluer le civisme qui a caractérisé ces marches populaires" ainsi que "le comportement professionnel exemplaire des différents corps de sécurité".

"Je salue aussi l'attitude de tous nos concitoyens qui ont réservé l'expression de leur opinion pour le jour du scrutin à travers les urnes. Je tiens enfin à saluer l'Armée nationale populaire pour sa mobilisation en toutes circonstances dans l'accomplissement de ses missions constitutionnelles", a-t-il ajouté, affirmant qu'il reste "à l'écoute de toutes les opinions qui s'expriment dans notre société".

"Je fais le serment que je ne laisserai aucune force, politique ou économique, détourner le destin et les richesses de notre nation au profit d'intérêts personnels ou de groupes occultes", s'est en outre engagé le Président. "J'ai écouté et entendu le cri du coeur des manifestants et en particulier des milliers de jeunes qui m'ont interpellé sur l'avenir de notre patrie. Ces jeunes dont beaucoup ont l'âge porteur de dignité et de générosité que j'avais au moment où j'ai rejoint les rangs de la glorieuse Armée de libération nationale, ont exprimé une inquiétude compréhensible face aux incertitudes qui les animent".

"J'ai le devoir et la volonté d'apaiser les coeurs et les esprits de mes compatriotes. Je le fais également en tant que président de la République pleinement respectueux de la volonté populaire qui m'a accordé l'insigne privilège de me porter à la magistrature suprême. Je le fais enfin en qualité de candidat à la prochaine élection présidentielle, avec conviction", a conclu le Président son message. **R. N.**

### Le dossier de candidature de Bouteflika déposé au Conseil constitutionnel

Le dossier de candidature de M. Abdelaziz Bouteflika à l'élection présidentielle du 18 avril prochain a été déposé dimanche soir au niveau du Conseil constitutionnel. Le dossier de candidature de M. Bouteflika a été déposé par son directeur de campagne électorale, Abdelghani Zaalane. Le président sortant est le huitième postulant à avoir déposé son dossier de candidature au Conseil constitutionnel, avant la clôture de la période de dépôt de dossier de candidature fixée hier à minuit, et ce, conformément à l'article 140 de la loi organique portant régime électoral et au décret présidentiel portant convocation du corps électoral. **R. N.**

## La loi n'exige pas la présence physique du candidat

**L**es modalités de dépôt des dossiers de candidature à l'élection présidentielle du 18 avril prochain, dont le délai sont arrivés à terme hier à minuit, sont fixées par la loi organique relative au régime électoral adoptée en 2016 et qui n'exige pas la présence physique du candidat. En effet, l'article 139 de cette loi stipule que «la déclaration de candidature à la Présidence de la République résulte du dépôt d'une demande d'enregistrement auprès du Conseil constitutionnel contre remise d'un récépissé». L'article 141 du même texte précise que le Conseil constitution-

nel statue sur la validité des candidatures à la Présidence de la République par décision dans un délai de 10 jours francs, à compter de la date de dépôt de la déclaration de candidature. La décision du Conseil constitutionnel est immédiatement notifiée à l'intéressé et publiée au *Journal officiel*. Le dossier de candidature doit être déposé, après rendez-vous convenu auprès du secrétariat général du Conseil constitutionnel, toujours conformément aux dispositions de la loi électorale. Le postulant à la magistrature suprême, conformément à la loi électorale, doit présenter un dossier

comprenant plusieurs pièces justificatives, notamment un engagement écrit portant notamment sur la non-utilisation des composantes fondamentales de l'identité dans sa triple dimension islamique, arabe et amazighe à des fins partisanses, le respect et la concrétisation des principes du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, le respect de la Constitution et des lois en vigueur et l'engagement de s'y conformer, la préservation de la souveraineté nationale et le respect de l'alternance démocratique au pouvoir par la voie du libre choix du peuple algérien. **R. N.**

## Les partis de l'opposition saluent le caractère pacifique des marches populaires

Les partis de l'opposition ont salué, samedi à Alger, le civisme et le caractère pacifique dont ont fait preuve les manifestants lors des marches populaires organisées vendredi dans différentes wilayas du pays, ainsi que le professionnalisme des éléments de la police dans la gestion de ces marches.

Dans un communiqué rendu public suite à la deuxième réunion consultative lors de laquelle «les développements de la situation et les conditions exceptionnelles» régnant dans le pays ont été abordés, les partis de l'opposition, des personnalités nationales et des militants politiques ont salué «l'élargissement de la démarche populaire dans son appel au changement pacifique dans le cadre de la volonté du peuple».

Les participants à cette rencontre ont appelé «les institutions de l'Etat à protéger les citoyens dans la défense de leurs droits légitimes et à répondre aux revendications responsables du peuple qui est sorti dans toutes les villes de l'Algérie», rappelant «le droit constitutionnel du peuple à la liberté d'expression et à manifester pour revendiquer ses droits», ajoute le communiqué.

Les participants ont rendu hommage à la personne décédée lors de ces marches, présentant leurs condoléances à sa famille et l'ensemble du peuple algérien, tout en exprimant leur compassion avec les blessés leur souhaitant prompt rétablissement.

Ils ont convenu, à cet égard, de poursuivre ces rencontres consultatives à l'ombre de la conjoncture que vit le pays.

T. B.

## Bouteflika rend publique sa déclaration de patrimoine

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, candidat à l'élection présidentielle du 18 avril prochain, a rendu publique sa déclaration de patrimoine, dont voici le texte intégral :

«Je soussigné, Abdelaziz Bouteflika, Président de la République, demeurant au 135, rue Cheikh El Bachir El Ibrahim, El Biar, Alger, candidat à l'élection de la Présidence de la République, prévue le 18 avril 2019, en application de l'article 139-16 de la Loi organique 16-10 du 22 Dhou el Kaâda 1437, correspondant au 25 août 2016, relative au régime électoral, déclare être propriétaire des biens ci-après :

### I- BIENS IMMOBILIERS :

1. Une maison individuelle sise à Sidi Fredj (commune de Staouéli), suivant acte enregistré sous le numéro 226 du 11-11-1987.

2. Une maison individuelle sise rue de la Rochelle, Alger, suivant livret foncier n° 7068/07 du 11-12-2007.

3. Un appartement sis au 135, rue Cheikh Bachir El Ibrahim, El Biar, Alger, suivant livret foncier n° 2939/07 du 26-06-2007.

### II.- BIENS MOBILIERS :

- Deux (02) véhicules particuliers.

Et déclare n'être propriétaire d'aucun bien à l'intérieur du pays ou à l'étranger.

Alger, dimanche 27 Djoumada el Oula 1440, correspondant au 3 février 2019. Signé Abdelaziz BOUTEFLIKA.

H. M.

## Bouteflika charge Temmar d'assurer l'intérim du ministre des Travaux publics et des Transports

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a chargé le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, d'assurer l'intérim du ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, indique hier un communiqué de la Présidence de la République.

Suite à la désignation de M. Abdelghani Zaalane comme directeur de campagne du candidat Bouteflika, «le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a chargé M. Abdelwahid Temmar, ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, d'assurer l'intérim du ministre des Travaux Publics et des Transports», précise la même source.

R. N.



Cliniques privées

# Entre impératifs réglementaires et logique commerciale

**Les établissements hospitaliers privés (EHP), dont le nombre ne cesse d'augmenter ces dernières années, obéissent plus à une logique commerciale qui assure leur pérennité, au prix d'énormes sacrifices financiers pour les malades, et parfois au mépris des impératifs réglementaires régissant leurs activités.**



**D**e 15 établissements de santé privés répartis à l'échelle nationale en 1993, l'Algérie compte aujourd'hui 208 cliniques privées, alors que presque autant sont en cours de réalisation, dont 31 fonctionnelles et 15 autres en chantier pour la seule capitale.

L'exercice à titre privé a été consacré par la loi 85-05 du 16 février 1985 tandis que la loi 88-204 du 3 mai 1988 a donné naissance aux cliniques privées, précise à l'APS, Dr Fawzi Benachenhou, directeur des structures de santé de proximité au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

D'autres textes réglementaires régissent les conditions d'ouverture, d'organisation et de fonctionnement de ces structures, ajoute-t-il, notant que toute clinique fait l'objet d'une visite de "conformité" avant le démarrage de ses activités afin de s'assurer du respect de la réglementation en matière notamment de construction, du nombre du personnel et de l'équipement engagés par le promoteur. Ces aspects devant être proportionnels aux disciplines que ce dernier envisage de développer, sachant qu'il est tenu d'offrir les spécialités de base, souligne-t-il.

L'évolution de cette activité, devenue une nécessité incontournable, est encouragée afin d'élargir "les offres de soins" aux citoyens, souligne le même responsable, déplorant toutefois, l'absence d'une carte sanitaire de sorte à ce que l'implantation géographique de ces établissements soit la plus équilibrée possible: "Généralement, les EHP sont implantées dans les villes qui sont pourvues de CHU", fait-il remarquer. Néanmoins, ce qui pose un plus sérieux problème, ce sont les diverses infractions à l'éthique médicale, à savoir les erreurs médicales, l'exercice illégal pour les praticiens, ainsi que le non-respect des règles d'hygiène, déplore ce responsable.

Soit, autant de motifs justifiant des mesures disciplinaires allant de la mise en demeure à la fermeture provisoire ou définitive de l'établissement, celle-ci ayant,

jusqu'à-là, rarement été appliquée afin de "préserver l'investissement consenti", note-t-il.

"Lorsqu'un patient décède dans une clinique, que sa famille porte l'affaire devant la justice et que celle-ci prononce une décision de fermeture définitive de la structure, nous l'exécutons", poursuit le même responsable, assurant que la nouvelle loi sanitaire "cadre davantage" la pratique de ce structures.

En 2018, trois cliniques privées ont fait l'objet de fermeture provisoire au niveau national, pour non-conformité à la réglementation, tandis qu'une 4ème a définitivement fermé ses portes sur demande de son propriétaire. A Alger, l'on dénombre un récent cas de fermeture, à titre conservatoire, à la suite du décès du chanteur connu, survenu début janvier lors d'une intervention chirurgicale. Une enquête est en cours pour déterminer les circonstances et causes de ce décès que des médias ont imputé à une surdose d'anesthésie.

"Ce décès a été très médiatisé car concernant un artiste connu, mais nous effectuons régulièrement des visites inopinées et des inspections dans ces établissements, souvent à la suite de plaintes de patients. En cas d'infractions établies, nous envoyons des rapports à la tutelle", explique Dr Yahia Zeroual, de la direction de la Santé et de la Population (DSP) d'Alger.

Quelques mois plus tôt, c'est la clinique d'accouchement de Dar El-Beida qui avait fait l'objet d'une décision de fermeture provisoire à la suite du décès d'un nourrisson, brûlé par une résistance chauffante. Cette mesure a été ensuite définitive, l'établissement étant vétuste, informe-t-il, faisant savoir que les inspections sont généralement assurées par une vingtaine de praticiens inspecteurs. Un nombre "insuffisant pour couvrir la totalité des cliniques activant h 24 dans l'Algérois".

Outre le non-respect des règles d'hygiène, périodiquement relevé, l'exercice illégal de la profession est une réalité établie dans

la majorité des cliniques qui emploient des praticiens exerçant dans le secteur public, en violation de la nouvelle loi sanitaire prévoyant le gel de l'activité complémentaire. "Les textes d'application de cette disposition n'étant toujours pas promulgués, la mesure est difficilement applicable, même si toutes les cliniques en ont été destinataires", souligne Dr Zeroual, déplorant aussi la difficulté de "prendre des sanctions" à l'encontre des praticiens mis en cause: "Ils doivent soit être pris en flagrant délit d'exercice illégal ou faire l'objet d'une dénonciation écrite de la part d'un patient".

Certains d'entre eux contournent l'interdit en signant le protocole opératoire usant des griffes de leurs collègues recrutés à titre permanent par la clinique, fait-il savoir, se souvenant de situations burlesques où certains praticiens "se sont enfuis en sautant de la fenêtre ou cachés dans les vestiaires" à l'arrivée des inspecteurs.

Tout en admettant que ce sont les rémunérations attractives que le secteur public n'offre pas qui motive cette pratique, le même responsable plaide pour "un salaire de base fixe et des rémunérations en fonction des actes chirurgicaux".

## Des prix totalement libres...

Les tarifs pratiqués par les cliniques privées "sont totalement libres, chacune d'elle les fixe selon ses propres paramètres, car il s'agit d'une activité libérale", expliquent les représentants du ministère de tutelle, notant que ce département "n'a rien à avoir" avec cette question: "Un accouchement par césarienne peut revenir à 120.000 DA dans un EHP et à 70.000 ou 80.000 DA dans une autre", indique Dr Zeroual.

S'il n'est pas évident de connaître la grille des tarifs arrêtée pour les actes chirurgicaux auprès des responsables des cliniques algéroises, ces derniers se contentent d'arguer "des différentes charges" qui leur incombent pour les justifier. Néanmoins, un accord tacite semble exister entre eux quant au seuil des consultations lequel est fixé à 2.000 DA. Par ailleurs, la majorité d'entre

elles emploie des "cabinards" (privés) qui leur fournissent leurs propres patients évoquant les insuffisances du secteur public. De la sorte, le suivi des malades n'est pas rompu. Le coût de l'opération revient moins cher pour le malade, lorsque le praticien est directement payé par la clinique, explique-t-on au niveau de ces établissements.

"Chaque intervention est différente, selon la durée du bloc opératoire et du séjour postopératoire. Nous ignorons combien perçoit le praticien lorsqu'il est directement payé par le malade alors qu'avant, on encaissait la totalité de la facture puis on payait le médecin", explique la gérante d'une clinique à Hydra, s'insurgeant contre le fait que "c'est désormais le médecin qui dicte au malade pour quelle clinique opter".

Quoi qu'il en soit, le patient demeure le principal pénalisé car contraint de payer rubis sur l'ongle une prise en charge dont il ne se réjouit pas toujours, comme le démontrent les plaintes que les malades portent périodiquement à la connaissance de leurs proches et entourage. "J'ai une parente qui a été opérée, chèrement et sans succès, par un médecin dans une clinique privée. Ce dernier a refusé de continuer à la prendre en charge et de rectifier son erreur, il a fallu que j'intervienne pour qu'il le fasse dans l'hôpital où il exerce également", raconte Malika, employée administrative dans un CHU d'Alger.

Pour une délicate intervention de pontage du cœur, une autre clinique à Hydra a facturé 4,5 millions de DA à un sexagénaire originaire de Constantine, dont la famille a cotisé pour réunir la somme. "Nous n'avons pas d'autre choix car ça urge", explique l'un des fils qui estime que "l'essentiel est que tout se passe bien".

Pour une hospitalisation de deux jours, une intervention pour des problèmes de fibromes a coûté 100.000 DA à Fatma-Zohra, la quarantaine. L'ayant subie dans une clinique à El-Biar, elle en est sortie "très satisfaite grâce à une prise en charge de qualité et un strict respect de l'hygiène".

## Plaidoyers pour la contractualisation avec la Sécurité sociale

"Tant que la question de la contractualisation avec la Sécurité sociale n'est pas réglée, les tarifs pratiqués par les privés demeureront libres. Il faut un système de santé unique pour le public et le privé, une réglementation qui fasse le pont entre les deux secteurs ainsi qu'une nomenclature des actes chirurgicaux", suggère le Dr Zeroual.

Déplorant l'absence de "concertation" entre le secteur privé et la CNAS, hormis pour l'hémodialyse et les maladies cardiovasculaires pour les cotisants, il salue l'intervention du ministère de la Solidarité nationale pour la prise en charge des non assurés.

"Même si l'activité médicale ne peut pas être administrée, la Sécurité sociale doit se pencher sur la question de la contractualisation dans les hôpitaux", (organisation des relations entre les hôpitaux, la Sécurité sociale et les directions de l'Action sociale, tout en préservant la gratuité des soins), recommande le Président de l'Ordre national des médecins, M. Mohamed Berkani Bekkat, réitérant également sa revendication inhérente à l'annulation du forfait hospitalier.

Il préconise, par ailleurs, une nomenclature des actes médicaux pour le privé de sorte à élargir la palette des remboursements, dès lors que le citoyen cotise. Et d'interpeller l'Etat afin de jouer son "rôle régalienn" s'agissant des irrégularités et autres défaillances enregistrées dans les cliniques privées. **R. N.**



Du 4 au 7 mars à Alger

# Première édition du Salon international de la ventilation, chauffage et climatisation

La première édition du Salon international de la ventilation, chauffage et climatisation (Sivecc) se tiendra du 4 au 7 mars courant à Alger avec la participation de 40 exposants nationaux et étrangers versés dans ce secteur, ont indiqué samedi les organisateurs dans un communiqué.



Ce salon spécialisé est considéré comme «un rendez-vous exceptionnel» des professionnels du secteur qui seront réunis au Centre International des conférences (CIC) d'Alger dans le but de répondre aux nouveaux besoins du marché local et de proposer toutes les nouvelles solutions en matière de ventilation, chauffage et climatisation,

un secteur qui ne cesse d'enregistrer une demande de plus en plus croissante, a noté la même source. Ainsi, de nombreuses innovations technologiques dans ce secteur sont à l'honneur durant cette première édition. En effet, plus de 4 000 visiteurs sont attendus durant les quatre jours de l'exposition, qui constitue une réelle opportunité d'échanges et de communication pour les institutions

publiques et privées, les industriels et les professionnels du domaine, a-t-on ajouté.

Dans ce sens, les organisateurs ont fait savoir que la présence d'exposants étrangers permettra à tous les sociétés et organismes participants de tirer profit des dernières performances technologiques en vigueur sur le plan international.

Ce salon vise également à

mettre en lumière tous les dispositifs industriels modernes et les nouvelles technologies intégrées et intelligentes dans ce secteur aidant à découvrir les solutions les plus optimisées.

De nombreuses conférences seront animées par des experts nationaux et étrangers pour débattre les différentes thématiques liées à cette filière industrielle vitale, a conclu le communiqué. **Reda A.**

Relizane

## Annulation de plus de 1 500 contrats de travail

Pas moins de 1 513 contrats de travail, signés entre 2016 à la fin 2018 dans le cadre du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) dans la wilaya de Relizane, ont été annulés pour diverses causes, dont l'assainissement des listes des bénéficiaires, a-t-on appris auprès du directeur de l'emploi.

Abdelatif Acimi a indiqué, à l'APS, que ces mesures entre dans le cadre de l'opération de contrôle et d'assainissement des listes des bénéficiaires du DAIP, expliquant que ces contrats, au profit de jeunes de différents niveaux d'instruction, ont été annulés pour diverses causes, notamment pour avoir bénéficié de postes d'emplois directs par voie de concours, ou pour poursuite des études aux universités et au niveau des instituts de formation, ou également pour avoir créé des entreprises dans le cadre des dispositifs d'emploi mis en place par l'Etat.

L'agence de l'emploi ainsi que l'inspection de travail de la wilaya mènent des opérations périodiques pour contrôler ceux ayant bénéficié de contrats d'emploi dans le strict respect des articles mentionnés dans les contrats signés, selon le même responsable.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'agence de wilaya de l'emploi de Relizane, durant l'année écoulée, s'élève à plus de 52 000 et celui des offres a atteint 1 787 postes seulement, a-t-on fait savoir de même source.

A souligner que l'agence de wilaya de l'emploi a procédé au placement de 8.125 demandeurs d'emploi durant l'année 2018 dont 6.828 dans le cadre du système classique, 975 dans le cadre du DAIP et 322 dans le cadre du contrat de travail aidé (CTA), a indiqué, à l'APS, le chargé de communication de cette agence, Abdelkader Douis.

Riad D.

Chine

## Augmentation de la production du pétrole brut en janvier

La Commission nationale chinoise du développement et de la réforme (CNDR) a affirmé, hier, que le taux de la production du pétrole brut de la Chine a augmenté de 0,3% sur un an en janvier.

Selon les données publiées par cette Commission, la production du pétrole brut s'est établie à 16,19 millions de tonnes en janvier dernier, tandis que 49,97 millions de tonnes de pétrole brut ont été raffinées réalisant une hausse de 1,9% en base annuelle.

La Chine est un des plus grands acheteurs de pétrole au monde, et plus de 60% de sa consommation de pétrole provient des importations.

Ce pays a importé en janvier dernier 42,6 millions de tonnes de pétrole brut (une hausse de 5,1% par rapport à la même période l'année dernière), selon l'Administration générale des douanes.

La consommation de pétrole raffiné a connu une hausse de 2,1% sur un an, s'élevant à 27,14 millions de tonnes en janvier, d'après les données de la CNDR. La Chine vise à accroître sa production de pétrole brut à 200 millions de tonnes d'ici 2020, tandis que la capacité d'approvisionnement en gaz naturel devrait dépasser 360 milliards de mètres cubes.

F. M.

Economie américaine

## 2018, l'une des années les plus prospères

L'économie américaine a connu en 2018 une croissance «appréciable» et a été l'une des années les plus prospères de la dernière décennie malgré l'existence de turbulences au niveau des marchés financiers internationaux, sur fond d'incertitudes nées de la guerre commerciale avec la Chine et la fermeture partielle du gouvernement fédéral, selon des médias américains.

La consommation des ménages s'est engagée dans une croissance ascendante robuste adossée à un marché du travail en pleine expansion, aux réductions fiscales et à la reprise des investissements dans le secteur des affaires, après un troisième tri-

mestre chancelant, note le WSJ, en faisant observer que la consolidation des investissements dans le monde des affaires pourrait, selon les experts, constituer le socle d'une croissance solide continue.

Le produit interne brut (PIB), qui tient compte des biens et services produits par l'économie américaine, a augmenté à un taux d'expansion annuelle de 2,6% entre octobre et décembre, dans la foulée d'un taux de croissance de 3,4% au troisième trimestre et de 4,2% au second, soit presque le double des pronostics des économistes, fait observer la publication.

L'Administration Trump, rappelle les médias américains, avait fait d'un taux de

croissance à hauteur de 3% un objectif central de sa politique économique basée sur la réduction des impôts, la dérégulation et une politique commerciale internationale sans concession, ajoutant toutefois que des économistes ne croient pas en la pérennité de cette politique.

La Maison-Blanche demeure, quant à elle, confiante en la capacité de l'économie américaine de soutenir un taux de croissance à 3% en 2019, alors que les responsables de la Réserve fédérale s'attendent à un taux de croissance de seulement 2,3% en 2019, 2,0% en 2020 et 1,8 en 2021.

H. T.

Hydrocarbures

## Plus d'efforts pour le développement de la digitalisation

Des efforts restent à consentir pour développer davantage la digitalisation du secteur des hydrocarbures en Algérie, même si «beaucoup de progrès» ont été réalisés, a affirmé, dimanche à Alger, le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni.

«Nous avons, certes fait beaucoup de progrès. Je citerai

en particulier la sismique à trois dimensions, le traitement sismique, le forage horizontal, les diagraphies, la modélisation de réservoir et le contrôle des installations. Mais, force est de constater, qu'il nous reste beaucoup à faire dans le domaine d'imagerie du sous-sol, la maintenance préventive et l'optimisation des processus industriels et

de gestion», a expliqué M. Guitouni, lors d'un «workshop» sur la digitalisation dans le secteur des hydrocarbures.

Selon lui, une numérisation réussie dans les coeurs de métier comme la sismique ou la modélisation de réservoir, notamment, aidera à atteindre les objectifs du secteur de l'énergie. Ces objectifs consistent, a-t-

il précisé, à améliorer le taux de succès de l'activité exploration, augmenter les réserves récupérables au niveau des gisements en exploitation, optimiser des chaînes gazières et pétrolières et d'en réduire les coûts d'exploitation, y compris dans l'aval et enfin contribuer à la protection de l'environnement.

R. N.

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni

# Les générations montantes sont tenues «de se souvenir toujours des sacrifices des chouhada»

Les générations montantes sont tenues de graver dans leur mémoire les contributions immenses et l'étendue des sacrifices consentis par les chouhada "qui avaient arrosé de leur sang pur l'arbre de la dignité et le champ de la résistance dont les fruits ont été la liberté et le recouvrement de la souveraineté nationale", a souligné, samedi à Batna, le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni.



**P**résident, dans la commune de Seggana (70 km de Batna), la célébration du 61ème anniversaire de la mort en héros du chahid Commandant Abdelaâli Benbatouche, le ministre a estimé que les générations montantes "devaient évoquer avec déférence ses hautes valeurs et les faire siennes pour préserver les acquis du présent et tendre vers un avenir radieux". "C'est grâce à ces énormes sacrifices qu'a été concrétisé le développement équilibré dans

tous les domaines sur l'ensemble du territoire de la République où règnent la paix, la stabilité et la prospérité", a ajouté le ministre.

M. Zitouni a rappelé le parcours militant et héroïque du chahid Benbatouche qui fut, a-t-il noté, "un modèle de vaillance, de courage et de sacrifice, qui avait compris très tôt que la marche vers la liberté et l'indépendance exigeait sacrifice et martyre".

La cérémonie commémorative, tenue au lycée Zireg Mahmoud Ennoui, a donné

lieu à une conférence historique animée par des moudjahidine et universitaires.

Compagnon du chahid, le moudjahid Abdelouahab Abid a livré son témoignage sur Benbatouche surnommé Allawa. La famille du chahid a été honorée à l'occasion.

Au cimetière de chouhada de Tazakt, village natal du chahid, il a été procédé à la lecture de la Fatiha du Saint Coran et au recueillement à la mémoire des martyrs.

Un monument commémoratif a été inauguré en homma-

ge à Benbatouche, né le 16 décembre 1929 et tombé au champ d'honneur le 3 mars 1958 à Boudheroua (wilaya de Guelma) alors qu'il traversait la ligne électrifiée Morice à son retour de Tunisie dans une mission d'acheminement d'armes.

Dans la ville de Batna, le ministre a inspecté le chantier d'entretien et de réaménagement du siège local de l'Organisation nationale des moudjahidine dont l'édification remonte à la période coloniale.

R. H.

Il est l'un des fondateurs du CRA

## Décès du moudjahid Mustapha Makaci

Le moudjahid Mustapha Makaci, membre fondateur du Croissant rouge algérien (CRA), dans le cadre duquel il avait fait entendre la voix de l'Algérie en lutte pour le recouvrement de son indépendance, est décédé jeudi soir à Neuchâtel (Suisse), à l'âge de 96 ans, a-t-on appris auprès de ses proches.

Médecin de formation, Mustapha Makaci avait rejoint les rangs des moudjahidine lors de la Guerre de libération nationale dès son déclenchement en 1954. Quelques années plus tôt, en 1949, il avait décroché un doctorat en médecine de l'université d'Alger.

Une qualification qu'il mettra au service de la Révolution en soignant les blessés de l'Armée de libération nationale (ALN), des Algériens mais également des détenus français. En témoignaient les rapports du Comité international de la Croix rouge (CICR) de l'époque selon lesquels "L'ALN réservait un bon traitement aux soldats français détenus et blessés, alors que la France violait, dans les prisons et camps de concentration, les lois et conventions ratifiées sur les droits de l'Homme".

Après avoir été membre fondateur du CRA en 1957 -une création qui a connu beaucoup d'entraves de la part de l'administration française, Makaci en a été désigné Secrétaire général, le 29 décembre 1957. L'idée de créer cette organisation par le Comité de Coordination et d'Exécution (CEE) du Front de Libération nationale (FLN) avait été émise en 1956.

Le défunt a contribué, par la suite, à la formation de nombreux Algériens dans le domaine de la santé militaire et a poursuivi sa carrière de praticien, après l'indépendance, en ouvrant une clinique à Alger. Mustapha Makaci est natif en 1923 de la région de Ain Tadles (Mostaganem), d'un père instituteur. Lors d'un hommage rendu il y a quelques mois à son parcours militant par le forum d'El-Moudjahid, le défunt avait tenu à exprimer sa gratitude à son père pour lui avoir "montrer le chemin de la liberté", et appelé, à l'occasion, la jeunesse algérienne à veiller sur cette indépendance "chèrement acquise". Le défunt compte à son actif pas moins de 12 ouvrages sur différents thèmes notamment sur l'histoire de la médecine.

T. G.

Oran

## Commémoration de l'attentat à la voiture piégée à la place "Tahtaha"

Les autorités locales et les représentants de la famille révolutionnaire d'Oran ont commémoré, jeudi, le 57ème anniversaire de l'attentat à la voiture piégée perpétré par l'organisation criminelle OAS, le 28 février 1962 à la place "Tahtaha", au cœur du quartier populaire de Medina Djedida.

La cérémonie a donné lieu au dépôt d'une gerbe de fleurs et à la lecture de la Fatiha du Livre saint à la mémoire des chouhada, devant la stèle érigée sur le lieu du drame.

L'attentat a été perpétré l'après-midi de la 23ème journée du ramadhan, au moment où la placette de la Tahtaha était bondée de monde et les passants s'affairaient à faire les dernières emplettes à l'approche de l'heure de la rupture du jeûn.

L'explosion de deux voitures piégées, aux environs de 16 heures, avait occasionné un véritable carnage parmi les passants. Le bilan a été très lourd : plus de 80 morts et des centaines de blessés.

L'OAS venait de signer, en ce funeste jour, l'un de ses terribles attentats, dans son ultime soubresaut de désespoir pour tenter d'entraver un processus historique irréversible, celui du recouvrement de l'indépendance nationale. Le cessez-le-feu sera proclamé trois semaines plus tard.

R. N.

## Présentation "prochaine" du film Mohamed Larbi Ben M'hidi

**L**e film sur la vie du chahid Mohamed Larbi Ben M'hidi (1923-1957) sera présenté "dans un proche délai" a indiqué dimanche à Oum El Bouaghi, le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni.

Dans une déclaration à la presse au village Kouahi près de la ville d'Ain M'lila à l'occasion de la célébration du 62ème anniversaire de la mort de ce chahid, le ministre a souligné "avoir espéré voir ce film projeté en ce jour-là mais cette œuvre n'a pas été achevée".

M. Zitouni a précisé en outre que le réalisateur de cette œuvre cinématographique a rencontré les membres du comi-

té de lecture qui lui ont fait part de certaines réserves sur le film. Selon le réalisateur, il sera procédé à "la révision de certains éléments techniques avant de soumettre de nouveau le film au comité de lecture puis sa présentation au public".

A une question sur la transformation de la maison du chahid Ben M'hidi au village Kouahi en musée, le ministre a affirmé que les mesures administratives ont été prises en attendant le parachèvement de certaines procédures avec la famille du chahid pour faire de cette maison un musée avec une bibliothèque et une salle d'exposition.

Au début de sa visite, le ministre a inauguré une stèle en hommage au chahid Ben M'hidi à l'université qui en porte le nom avant de se rendre à Ain M'lila où la Fatiha du Saint Coran a été lue à la mémoire des martyrs au cimetière des chouhada.

M. Zitouni a distingué à l'occasion le moudjahid Hadjar Amar avant d'inaugurer la maison de l'artisanat baptisé du nom du chahid Hadjaz Saïd.

Le ministre présidera aussi l'ouverture du 4ème colloque national sur la vie du chahid Mohamed Larbi Ben M'hidi.

H. T.



Protection civile

# 209 secouristes volontaires formés à Ghardaïa

Pas moins de 209 secouristes volontaires de proximité (SVP) dont 86 femmes ont été formés aux premiers gestes de secours, de sauvetage et de prévention de risques en 2018 dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris samedi auprès des services de la protection civile.



Initiés par la direction générale de la protection civile depuis 2010, ces cycles de formation visent à ancrer la culture d'entraide et d'assistance aux personnes vulnérables chez les citoyens, à renforcer les capacités des secouristes en les initiant aux techniques d'intervention, de sauvetage et d'évacuation lors des catastrophes et autres accidents, a expliqué à l'APS, le commandant Benyami Brahim à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la protection civile ayant pour thème cette année "la protection des enfants, c'est notre responsabilité".

Cette formation permettra à ces secouristes d'intervenir au besoin afin de secourir leurs voisins, leurs familles mais également de veiller à leur sécurité en temps normal, a-t-il souligné.

Au total 2.546 secouristes volontaires de proximité dont

821 femmes ont été formées aux premiers secours et aux modes d'interventions lors des catastrophes naturelles et humaines, par des experts de la protection civile depuis 2010 dans la wilaya, a-t-il ajouté, précisant que l'intervention des secouristes volontaires de proximité est cruciale aux premières heures qui suivent la catastrophe avant l'arrivée des équipes professionnelles de la protection civile.

Pas moins de 17.191 interventions ont été menées par la protection civile au niveau de la wilaya durant l'année écoulée, soit en moyenne 1.276 interventions mensuelles dont 10.625 opérations d'assistance aux personnes malades ou en danger.

Un total de 960 accidents de la circulation ont été enregistrés durant la même période avec 36 morts et 773 blessés, selon un bilan de cette institution, qui précise que ces accidents sont

survenus pour la plupart sur les axes les plus fréquentés de la wilaya, à savoir la RN-1 reliant le nord et le sud du Pays, la RN-49 entre Ghardaïa et Ouargla et la RN-51 entre El Meneaa (Ghardaïa) et Timimoun (Adrar).

Les agents de la protection civile ont pu aussi sauver d'une mort certaine 137 personnes piquées par des scorpions, et 15 personnes asphyxiées par le gaz d'oxyde de carbone.

Le bilan fait état également de 2.802 palmiers dattiers et 562 arbres fruitiers ravagés par des incendies durant la même période.

La couverture des risques dans la région de Ghardaïa est assurée actuellement par onze (11) unités relevant de la protection civile opérationnelles, deux (2) unités nouvelles situées dans la commune d'El Ateuf et au quartier Chaabat Enichen (Ghardaïa).

Avec ces nouvelles structures d'intervention, les unités existantes seront en mesure de décongestionner les pressions existantes, et permettre ainsi une couverture à hauteur de plus de 96% à l'échelle de la wilaya.

A l'occasion de la journée mondiale de la Protection civile, des journées "portes ouvertes" sont organisées au siège de l'unité principale de cette institution, destinées à mettre en valeur les actions de la Protection civile de Ghardaïa et à sensibiliser la population sur l'importance de la prévention contre les risques d'accidents, d'inondations, d'inhalations de gaz et d'incendies. Cette manifestation est également une opportunité pour le public de prendre connaissance des efforts déployés avec esprit d'abnégation par les agents de la protection civile.

Reda A.

## Etablissements et centres de la solidarité nationale Organisation d'une campagne de don de sang

La wilaya d'Alger a lancé, en coordination avec l'Agence nationale de sang (ANS), une campagne de don de sang, au profit du Centre de transfusion sanguine du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Mustapha Pacha, et ce, à travers les différents établissements et centres de solidarité nationale, a-t-on appris, samedi, d'un responsable de la Direction.

S'inscrivant dans le cadre d'une campagne nationale placée sous le slogan "Solidaire par mon sang" et lancée par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, cette campagne, dont le coup d'envoi a été donné, jeudi dernier, depuis le Centre de l'enfance de Ben Aknoun et qui se poursuivra jusqu'au 28 mars, concernera les différents Centres de solidarité nationale dans la wilaya, a indiqué, à l'APS, Badis Belazzoug, Coordonnateur des programmes de développement, d'insertion et de solidarité au niveau de la Direction de l'action sociale (DAS) de la wilaya d'Alger.

Les partenaires des centres et établissements de solidarité nationale dans la wilaya, parmi lesquels, des associations locales, différentes organismes, des cellules de proximité, des partenaires sociaux et le grand public sont, poursuit M. Belazzoug, "appelés à contribuer et à participer, en force, pour mener à bien cette campagne nationale", en se rapprochant des centres du secteur, lesquels sont concernés par cette opération de solidarité.

La solidarité avec autrui, notamment les malades, à travers le don de sang, est le signe plus noble de solidarité et d'entraide sociales, a-t-il dit, avant d'ajouter qu'il s'agit là, de sauver la vie de personnes, et de réitérer, par la même occasion, son appel à tous les citoyens pour se rapprocher des centres du secteur, voire même les établissements hospitaliers de don de sang. Le Centre d'enfance de Ben Aknoun, a connu, au début de la campagne de sang, l'affluence de plus de 50 donneurs de sang.

Cette campagne est supervisée par des spécialistes du Centre de transfusion sanguine relevant du CHU Mustapha Pacha qui accompagne la DAS, dans cette campagne, pour la 2ème année consécutive.

Le programme de la campagne, qui se déroulera les 7, 19 et 21 mars courant, concernera respectivement le Foyer pour personnes âgées de Sidi Moussa, l'Ecole des jeunes sourds de Rouiba et le Centre pédagogique de Douéra, et ce, avant la clôture de cette initiative de solidarité, le 28 mars, au niveau du Centre pédagogique de Bologhine.

Bilal L.

Sécurité des enfants

# Une priorité dans le programme "Un secouriste par famille"

La sécurité des enfants est un chapitre prioritaire dans le programme de formation "Un secouriste par famille", ont indiqué samedi à Oran les responsables de la Protection civile (PC) de la wilaya, lors d'une rencontre célébrant la journée mondiale de ce corps, sous le thème "La sécurité des enfants, notre responsabilité".

"Plusieurs notions en ce domaine sont déjà enseignées et le cursus sera davantage enrichi dans les sessions à venir", a précisé le médecin commandant Ahmed-Sofiane Bahlouli, chargé du suivi de ce programme auprès de la PC d'Oran.

"Les enfants sont plus exposés parce qu'ils n'ont pas la même perception du danger qu'ont les adultes", a expliqué Dr Bahlouli à la lumière des statistiques faisant ressortir, durant ces deux dernières années, une hausse du nombre d'enfants de moins de 15 ans victimes de traumatismes suite à un accident domestique ou de la route.

"En partant de ce constat, la formation sera consolidée dans le domaine de la sécurité des enfants, car la prise en charge de cette catégorie diffère de celle des adultes", a-t-il ajouté, rappelant qu'à Oran 4.407 personnes ont été formés depuis le lancement du pro-

gramme "Un secouriste par famille" il y a dix ans.

De nombreux enfants étaient présents à la célébration de cette journée mondiale, tenue au siège de la PC où ils ont suivi des séances d'information et de sensibilisation autour des "gestes qui sauvent".

Les visiteurs ont également parcouru une exposition d'équipements de la PC, dont des embarcations pneumatiques, des camions anti-incendie et des ambulances médicalisées, avant d'assister à deux démonstrations d'intervention et sauvetage en situation d'incendie au sol (véhicule accidenté) et en hauteur (terrass-

se d'immeuble).

De son côté, le chef de service de la prévention, le capitaine Bachir Attou, a fait savoir que les moyens de la PC d'Oran seront renforcés avant la prochaine saison estivale par l'acquisition de dix postes de secours mobiles (mobihomes) en appoint aux 32 postes déjà opérationnels à travers différentes plages de la wilaya.

La célébration de cette journée s'est tenue en présence du wali, Mouloud Cherifi qui a rendu hommage à la mémoire des victimes du devoir, avant de mettre l'accent sur les efforts de l'Etat portant développement et modernisation des infrastructures de la PC.

Pour sa part, le directeur de la PC d'Oran, colonel Ahmed Mahmoudi a mis en exergue l'importance du thème de cette journée, "La sécurité des enfants, notre responsabilité", retenu par l'Organisation internationale de la protection civile dans le but de protéger et sensibiliser les enfants face aux risques.

La célébration a été clôturée par une cérémonie de remise de grades ainsi qu'un hommage à des retraités de la PC et la distribution de récompenses aux athlètes de l'association sportive de ce corps lauréats de différentes compétitions.

H. T.



Djelfa

# Une trentaine de stations de 4<sup>ème</sup> génération installées

**Une trentaine de stations de 4<sup>ème</sup> génération pour la téléphonie fixe et l'Internet de très haut débit ont été installées à travers différentes communes de la wilaya de Djelfa, a-t-on appris, samedi, auprès du responsable local d'Algérie Telecom(AT).**

«**C**es équipements de technologie de pointe, dont trois ont été installés durant l'année 2018 (soit 596 nouveaux abonnés), ont porté le nombre d'abonnés à la téléphonie fixe et à l'Internet, à pas moins de 16.038, à Djelfa», a indiqué Mohamed Kaddour Djebbar, dans un point de presse consacré à la présentation du bilan d'activités de son entreprise dans la wilaya pour l'année écoulée.

Les trois dernières localités à avoir bénéficié de cette technologie, en 2018, sont Ain Ouessara, et les deux zones urbaines «Dzira» et «Lahioumi», des communes respectives d'Ain Ibel et Ain Taâdhimt, a-t-il précisé. Pour cette année 2019, a-t-il ajouté, il est question de l'installation de 27 autres stations de 4<sup>ème</sup> génération supplémentaires, au profit notamment des zones urbaines de «M'guitaa Ouassat» de Taâdhimt, «Akila» de Dar Chioukh, et «Ain Nagua» de Messaâd, entre autres.

Le même responsable a fait part, également, de la poursuite, durant cette année, du programme de modernisation du réseau téléphonique de la wilaya, grâce aux équipements MSAN (accès multiservices), actuellement au nombre de 137, parallèlement à l'assainissement du vieux réseau téléphonique.

Il a fait part de l'assainissement de 17.472 lignes téléphoniques en 2018, ayant abouti à une réduction considérable des pannes signalées sur le réseau. «Soit une vingtaine/J signalées actuellement, contre 3000 à 5000 pannes signalées dans le passé», s'est félicité M.Djebbar.

«A cela s'ajoute, a-t-il poursuivi, la programmation au raccordement des nouvelles



zones urbaines de la wilaya, au FTTH (Fiber to the home), réseau en fibre optique pour l'Internet très haut débit à domicile, parallèlement à l'installation programmée de 27 stations de 4<sup>ème</sup> génération au profit des zones rurales et reculées de la région».

D'autre part, il est également question de

l'installation de la fibre optique au profit des localités de plus de 1.000 habitants à travers 18 lignes qui relieront les communes entre elles, au moment où d'autres lignes seront étendues jusqu'aux wilayas voisines, à l'instar de M'sila, a souligné le même responsable.

R. D.

Souk Ahras

# Un budget pour la réalisation de structures de la jeunesse et des sports

Un budget d'investissement d'un milliard DA a été alloué dans la wilaya de Souk Ahras pour la réalisation de plusieurs structures de la Jeunesse et des sports, a révélé samedi le chef de l'exécutif local, Farid Mohamedi.

Ce montant financier servira à l'aménagement et à la réhabilitation du stade communal implanté à la cité Tektakiya et de celui de boullisme en face de l'école Ibn Kheldoune en plus de la mise à niveau du terrain de tennis à proximité des écoles de Max Marchand et de Mouloud Feraoune, au chef lieu de wilaya a précisé le même responsable, en marge du lancement des travaux de mise à niveau de la piscine semi olympique.

Le montant alloué est destiné également à l'acquisition des équipements pédagogiques et sportifs au bénéfice des salles omnisports de diverses communes de la wilaya et de différents jeux de loisirs, la mise en place de pelouse synthétique aux stades communaux de football des localités de Taoura, de Mechroha, d'Oum Laâdhaim, de Bir Bouhouche, de Safel Ouidane et d'OueKeberit, ajoute la même source.

L'équipement des salles de sports dédiés aux arts martiaux et à la boxe figure aussi au programme, a souligné le chef de l'exécutif local. En outre, il sera procédé «prochainement», a-t-il indiqué, à la construction de trois (3) stades de proximité, d'un stade de football

doté de pelouse synthétique à la cité Chaâbani (Souk Ahras), ainsi que des stades de proximité, une école de formation en football dans la zone d'Ain Senour relevant de la commune de Mechroha et des stades sportifs de proximité au chef lieu de wilaya.

Afin d'encourager les équipes sportives locales, des subventions financières et des équipements sportifs ont été attribués à plusieurs clubs et équipes de la wilaya, le club sportif amateur Diar Zerga et ceux d'autres localités d'Oued Keberit, de Safel Ouidene, d'Oum Laâdhaim, de Khemissa, de Merahna, de Khedara, d'Ain Zana, de Taoura, de Bir Bouhouche et de Mechroha notamment.

H. K.

Constantine

# 48 livrets Hadj supplémentaires pour les plus de 70 ans

Quarante huit (48) livrets Hadj supplémentaires ont été octroyés aux personnes âgées de plus de 70 ans de la wilaya de Constantine ayant participé sans succès au tirage au sort pour le pèlerinage, a indiqué samedi le directeur de wilaya des affaires religieuses, Lakhdar Fanit.

«Le tirage au sort qui fait partie des 2000 livrets Hadj réservés à cette catégorie d'âge par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à l'échelle nationale a été effectué le 16 février. Ce nombre qui bénéficiera à 48 futurs pèlerins s'ajoute aux 705 personnes retenues durant le pre-

mier tirage au sort effectué le 1er décembre passé», a indiqué le même responsable lors de la journée de sensibilisation des futurs hadjis, tenue à la mosquée Emir Abdelkader. Le montant du hadj a été fixé à 525.000 DA incluant le transport aérien, est-il indiqué.

De son côté, le représentant de l'Office national du hadj, Mustapha Hidaoui, a indiqué que cette année, les mesures administratives du hadj ont été allégées avec le paiement en une seule fois et en un seul service du coût du hadj, avant de rappeler l'effort consenti par le ministère des Affaires religieuses et Wakfs dans l'accompagnement

des hadjis.

Aussi, 320 futures hadjis ont-ils bénéficié d'une visite médicale au niveau de la clinique de la cité Boumerzoug. La vaccination débutera dans «les prochains jours», a indiqué le chargé de l'opération Bilal Boudhera. Des simulations des rites du hadj ont été effectuées au cours de la rencontre qui sera suivie par des journées similaires dans toutes les daïras de la wilaya. Le départ du premier groupe de hadjis aux lieux saints de l'Islam est programmé le 15 juin prochain, a-t-on indiqué.

R. H.

## Tissemsilt 7.000 arbres plantés autour des berges du barrage "Bouguera"

■ Quelque 7.000 arbres ont été plantés samedi autour des berges du barrage «Bouguera», dans la commune de Tissemsilt, a-t-on appris auprès de la Conservation locale des forêts initiatrice de cette action.

Cette opération a été marquée par une forte participation des cadres et agents de la Conservation, d'éléments de la protection civile, des élèves d'établissements scolaires, d'agents communaux, de membres d'associations et de citoyens.

Quelque 2,8 hectares ont été plantés de diverses essences d'arbres comme le pin d'Alep et l'eucalyptus, action visant à protéger le barrage des risques d'envasement et d'érosion, ont précisé les responsables de la Conservation des forêts, ajoutant que l'opération de boisement doit également contribuer au développement du couvert végétal au niveau de cet ouvrage hydrique.

Par ailleurs, le même organisme compte procéder à la plantation de 20.000 arbres de différentes essences au niveau des barrages et retenues d'eau de la wilaya, mais aussi au niveau des stations d'épuration des eaux usées au titre de son programme d'action pour l'année en cours. Des opérations de reboisement seront également menées prochainement au niveau des surfaces naturelles situées à proximité des routes de la wilaya, ainsi que les espaces verts de Tissemsilt, Theniet El Had, Bordj Bounâama, Khemisti, Lardjem et Bordj Emir Abdelkader.

Bilal L.

## Formation professionnelle à Laghouat Nouvelles spécialités pour satisfaire le marché local de l'emploi

■ La nomenclature de la formation professionnelle a été étoffée au titre de la nouvelle rentrée professionnelle, (session février 2019), de nouvelles spécialités de formation susceptibles de répondre aux besoins du marché local de l'emploi, a-t-on appris des services de la direction de l'enseignement et de la formation professionnelle (DEFP) de la wilaya de Laghouat.

Retenues au titre de la mise à jour périodique de la nomenclature de la formation, ces spécialités, établies en coordination avec les commissions locales, dans l'objectif de satisfaire les ambitions des stagiaires, ainsi que les besoins du marché local de l'emploi, portent sur la soudure industrielle, la maintenance des équipements médicaux, l'agriculture, le contrôle agro-alimentaire et la sericulture, ont indiqué les mêmes services.

Le secteur de la formation a été renforcé cette session par l'ouverture de quatre nouveaux centres de formation implantés au niveau des communes d'Aflou, Oued-Morra, Tadjrouna et Sebgueg, en vue de couvrir l'ensemble des communes en pareilles structures de formation. Seize (16) conventions de coopération avec des divers secteurs ont été signées par le secteur de l'enseignement et de la formation professionnelle de la wilaya de Laghouat, qui recense plus de 13.000 inscrits, toutes formules de formation confondues.

G. H.



Inde et Pakistan

# Echanges d'artillerie et guerre de propagande

De violents échanges d'artillerie ont opposé samedi les armées indienne et pakistanaise, faisant au moins sept morts des deux côtés de la frontière du Cachemire, en dépit de la libération d'un pilote indien qui a déclenché une guerre de propagande entre les deux voisins.



En 24 heures, deux soldats et deux civils ont été tués côté pakistanais, selon une source militaire. Côté indien, une femme et ses deux enfants ont trouvé la mort quand un obus de mortier a détruit leur maison.

Dans toute la région, les villageois se sont pressés dans des abris de fortune tandis que la police interdisait la circulation non essentielle sur les routes.

Douze civils au moins ont été tués depuis le début de la semaine des deux côtés de la frontière.

Par ailleurs, une vidéo du pilote indien relâché vendredi par le Pakistan, dans la laquelle il remerciait les autorités pakistanaïses, a suscité samedi une vive colère en Inde, sur fond de guerre de

propagande après qu'islamabad eut présenté cette libération comme un "geste de paix" dans cette nouvelle crise autour du Cachemire.

Le lieutenant-colonel Abhinandan Varthaman, dont le Mig-21 avait été abattu mercredi alors qu'il poursuivait des chasseurs pakistanaïses au-dessus du Cachemire, avait traversé à pied tard vendredi le poste-frontière de Wagah avec plusieurs heures de retard sur le programme annoncé.

Sa capture était devenue un point de fixation dans les hostilités entre les deux puissances nucléaires, déclenchées par l'attentat-suicide qui a tué le 14 février 40 paramilitaires indiens au Cachemire.

Abhinandan Varthaman,

qui s'était éjecté de son appareil et qui avait été pris à partie par la foule côté pakistanaïse, semblait avoir un oeil au beurre noir quand il a regagné l'Inde. Il a aussitôt été conduit pour des examens médicaux avant un debriefing avec les services militaires et de renseignement.

Selon les médias indiens, le retour du pilote -- fêté comme un véritable héros dans son pays -- a été retardé car on l'a "forcé" à accepter cette vidéo pour sa libération.

Le militaire y remercie l'armée pakistanaïse pour son professionnalisme et pour l'avoir sauvé de la foule. Il accuse les médias indiens d'entretenir une hystérie guerrière entre les deux pays. La vidéo a été large-

ment diffusée par les militaires pakistanaïses.

Un ancien chef de gouvernement de l'Etat indien de Jammu et Cachemire, Omar Abdullah, a estimé que la vidéo entachait le geste du Pakistan de rendre le pilote aussi rapidement. Islamabad avait présenté cette libération comme un "geste de paix".

Le pilote a été "contraint d'enregistrer (la vidéo) juste avant que vous ne nous le rendiez", a accusé Abdullah sur Twitter.

Les médias indiens ont qualifié pour leur part ce document de "détestable", violant les normes internationales sur les prisonniers de guerre. Les réseaux sociaux en Inde fustigeaient également la vidéo.

AFP

Palestine

## Lavrov estime que "l'accord du siècle" de Washington est "inacceptable"

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov a affirmé, dimanche, que le projet de paix proposé par les Etats-Unis afin de régler le conflit entre Israël et la Palestine, appelé aussi, "accord du siècle" est "inacceptable" pour les Palestiniens, précisant que "ce projet n'évoque que des trocs douteux contraires aux principes internationaux", ont rapporté des médias locaux.

S'exprimant dans un entretien accordé à l'agence d'information koweïtienne (KUNA), en prévision de sa tournée au Proche-Orient, le chef de la diplomatie russe a déclaré que le "deal du siècle" défendu par les Etats-Unis dans le cadre du conflit israélo-palestinien est "inacceptable pour les Palestiniens", a rapporté l'agence russe Sputnik.

"Ces deux dernières années, nous entendons parler d'une nouvelle initiative relative au Proche-Orient qui sera prochainement rendue publique, à savoir ce qu'on appelle le -deal du siècle- qui devrait conduire à la paix entre les Arabes et Israël. Sa publication est une nouvelle fois reportée jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement Israélien. Mais à en croire les informations qui circulent, il s'agit de trocs douteux contraires aux principes du règlement proche-oriental reconnu par la communauté internationale", a indiqué M. Lavrov, selon la même source.

"L'acceptation de ce deal par les Palestiniens semble être fort douteuse", a ajouté, en outre, le ministre russe, avant de souligner que Moscou estime que "le conflit israélo-palestinien ne peut pas être réglé par les Etats Unis seuls", a poursuivi Sputnik.

Les Etats-Unis ont annoncé avoir préparé un plan de règlement du conflit au Proche-Orient baptisé "deal du siècle" depuis le début du mandat présidentiel de Donald Trump, sans cependant annoncer le contenu.

Les dirigeants palestiniens avaient rejeté ce plan de paix, refusant que les Etats Unis soient partie prenante d'une telle initiative en raison de son soutien affiché à l'occupation israélienne, à la suspension des aides accordées aux réfugiés palestiniens, ainsi que la reconnaissance "unilatérale" et "illégal" d'El Qods occupée "comme capitale d'Israël".

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a appelé lors du sommet Ligue arabe-Union européenne, tenu dimanche dernier à Charm el-Cheikh (Egypte), à l'organisation d'une conférence de paix internationale avec la coopération des pays arabes et européens pour aboutir à un mécanisme multilatéral international permettant de relancer les négociations pour mettre fin à l'occupation israélienne et l'instauration de la paix et la sécurité pour tous.

H. T.

## Crise au Yémen Cinq enfants tués dans le sud de Hodeïda

Cinq enfants ont été tués dans une attaque au Yémen contre une maison de la province de Hodeïda, en dépit d'une trêve en vigueur depuis plus de deux mois, ont indiqué dimanche l'ONU et des sources yéménites.

Les enfants avaient entre six et dix ans, a précisé un médecin yéménite.

Des habitants ont attribué au groupe armé "Ansarullah" (Houthis) cette attaque à la roquette menée à Tuhayta, district du sud de la province de Hodeïda, une zone sous contrôle du gouvernement.

Les victimes ont été transportées dans l'hôpital de la ville proche de Khokha.

L'agence des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a indiqué, dans un communiqué, que les cinq enfants ont été tués jeudi alors qu'ils jouaient", sans désigner les auteurs de l'attaque.

"Au Yémen, les enfants ne peuvent plus faire en toute sécurité ce que tous les enfants aiment faire, comme aller à l'école ou se promener avec leurs amis", a déploré, dans le communiqué, la directrice générale de l'Unicef, Henrietta Fore.

"Chaque jour, huit enfants sont tués ou blessés dans les 31 zones de conflit dans le pays", a-t-elle souligné.

Mme Fore a déclaré que la trêve annoncée par l'ONU à Hodeïda et sa province n'ont "guère changé la réalité pour les enfants" du Yémen.

R. B.

Syrie

# La situation sur le terrain s'est "considérablement stabilisée"

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a affirmé dimanche que "la situation en Syrie s'est considérablement stabilisée", exprimant son souhait que les efforts menés par le gouvernement syrien permettra de mettre fin au terrorisme qui touche encore certaines zones du pays, ont rapporté des médias russes.

S'exprimant dans un entretien accordé à l'agence de presse koweïtienne (KUNA), le chef de la diplomatie russe a souligné que "la situation sur le terrain en Syrie s'était considérablement stabilisée" et que "les organisations terroristes avaient été éliminées", a rapporté l'agence russe Sputnik.

Toutefois, il a déclaré qu'il "était trop tôt pour parler de l'élimination totale des menaces terroristes", évoquant à ce pro-

pos la situation dans la province d'Idleb, où "les dispositions des dispositions spéciales du mémorandum de désescalade n'ont pas été pleinement appliquées par certaines parties".

M. Lavrov a rappelé à l'occasion que "les opérations réussies menées par les forces gouvernementales syriennes avec le soutien de l'armée de l'air russe, ont permis la stabilisation de la situation en Syrie".

Le chef de la diplomatie russe a noté, dans le même ordre d'idées, qu'il "restait beaucoup à faire pour neutraliser les cellules dormantes des gangs extrémistes", insistant sur la poursuite des efforts dans la lutte contre le terrorisme. Dans ce contexte, l'armée syrienne a annoncé dimanche avoir infligé dans la banlieue nord de Hama de "lourdes pertes" aux groupes terroristes, a rap-

porté l'agence officielle SANA. "Les frappes se sont soldées par l'élimination de nombreux terroristes et la destruction de leurs armes et munitions", a indiqué la même, citant des officiers de l'armée syrienne.

Selon la même source, une unité de l'armée avait aussi éliminé des terroristes affiliés au groupe armé "Brigades d'al-Izza" dans la ville de Latmine dans la banlieue nord de Hama, en riposte à leurs attaques par balles contre des points de contrôle militaires dans la localité de Taybet Imam.

De même, une unité de l'armée syrienne a détruit un mortier du réseau terroriste "Front Nosra" dans les terres agricoles entre les localités de Kafr Zita et Morek dans la banlieue nord de Hama.

R. L.



Côte d'Ivoire

# Libération d'un leader syndical, reprise des cours à l'université

Ce mouvement, qui touche également les enseignants des écoles primaires et secondaires, paralyse tout le système éducatif du pays.



La justice a remis en liberté le dirigeant du premier syndicat des professeurs d'universités publiques de Côte d'Ivoire, Johnson Zamina Kouassi, après dix jours d'incarcération pour "troubles à l'ordre public", ouvrant la voie à une reprise des cours lundi à la principale université du pays, a-t-on appris samedi de source syndicale.

"Le camarade Johnson Zamina Kouassi, secrétaire général et porte-parole de la Coordination nationale des enseignants-chercheurs (Cnec),

a été "remis en liberté", a expliqué à l'AFP Théodore Gnagna Zadi, président de la plateforme qui regroupe une cinquantaine de syndicats de fonctionnaires.

Toutefois, le syndicaliste reste poursuivi pour les chefs d'inculpation de "troubles à l'ordre public et politique, séquestration, flagrant délit, injures", pour lesquels il avait été déféré, le 19 février, à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan.

Le Cnec a décidé de "la suspension pour deux semaines de son mot d'ordre de grève" et appelé à la

"reprise des cours à l'université le lundi prochain", a-t-il ajouté à propos de l'université Félix Houphouët-Boigny, la principale de Côte d'Ivoire.

Ce mouvement, qui touche également les enseignants des écoles primaires et secondaires, paralyse tout le système éducatif du pays.

L'université Félix Houphouët-Boigny était entrée cette semaine dans sa sixième semaine de grève et l'arrestation de M. Zamina Kouassi avait aggravé une situation déjà tendue. Elle compte 60.000 étu-

dants et 2.300 professeurs, selon les chiffres de la Cnec, qui se présente comme indépendante et premier syndicat chez les professeurs du supérieur.

Les grèves dans le secteur public sont récurrentes en Côte d'Ivoire depuis deux ans, malgré la signature en août 2017 d'une trêve sociale de cinq ans moyennant le paiement sur plusieurs années d'arriérés de salaires pour environ 130.000 fonctionnaires, soit 70% des effectifs de la fonction publique.

AFP

A cause de l'insécurité

## Près de 2.000 écoles fermées au Burkina, au Mali et au Niger

Près de 2.000 écoles accueillant plus de 400.000 enfants sont fermées depuis 2017 à cause de "l'insécurité", en raison notamment des activités terroristes au Burkina Faso, au Mali et au Niger, trois Etats sahéliens voisins, a annoncé jeudi l'ONU.

"L'insécurité persistante et croissante dans la région africaine du Sahel a contraint près de 2.000 écoles au Burkina Faso, au Mali et au Niger à fermer leurs portes ou à cesser de fonctionner", a déploré le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) citant un communiqué de presse du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

Ce chiffre "représente une multiplication par deux" des établissements "fermés de force ou qui ne fonctionnent pas depuis 2017", précise l'agence onusienne.

En plus, des "menaces", des "attaques" contre des installations scolaires et "l'utilisation d'écoles à des fins militaires" ont "perturbé l'éducation de plus de 400.000 enfants" et "forcé 10.050 enseignants à ne pas travailler ou à se déplacer" au Burkina Faso, au Mali et au Niger, déplore l'ONU.

"Les attaques directes contre les écoles, les enseignants et les enfants eux-mêmes et l'occupation militaire de lieux d'apprentissage sont de

graves violations des droits des enfants", a écrit dans un communiqué, la directrice exécutive de l'Unicef, Henrietta Fore.

Le nord et l'est du Burkina Faso, le nord et le centre du Mali ainsi que l'ouest du Niger, sont particulièrement instables à cause des activités très meurtrières des groupes terroristes, selon des ONG locales.

Le sud-est nigérien est visé particulièrement par le groupe terroriste nigérian Boko Haram (dont le nom signifie "l'école occidentale est un péché").

H. T.

Présidentielle en Mauritanie

## Le parti UPR plébiscite Ould Ghazouani comme candidat de la majorité

Le parti mauritanien l'Union pour la République (UPR) a plébiscité, samedi, Mohamed Ould Cheikh Mohamed Ahmed comme candidat à la présidentielle à l'issue d'un congrès ordinaire, ont rapporté des médias locaux.

Le parti majoritaire, réuni en congrès ordinaire, a approuvé samedi dans une résolution la candidature du ministre de la Défense, Mohamed Ould Cheikh

Mohamed Ahmed, dit "Ould Ghazouani", ont ajouté les mêmes sources.

Ould Cheikh Mohamed Ahmed a annoncé officiellement, vendredi à Nouakchott, sa candidature à l'élection présidentielle prévue en juin 2019 en Mauritanie qui devra se dérouler sans la participation du chef de l'Etat actuel, dont le second et dernier mandat va expirer.

Mohamed Ould Cheikh Mohamed Ahmed (Ould

Ghazwani), sera donc le candidat de la majorité au pouvoir. Lors de l'annonce de sa candidature vendredi soir dans un stade de 8000 personnes à Nouakchott, des personnalités de l'opposition, dont l'ancien président de l'Assemblée nationale Messaoud Ould Boulkheir, député et chef de l'Alliance populaire progressiste (APP), ont pris part à cette cérémonie.

Dans un discours prononcé à cette occasion, Ould Ghazwani a

cité la contribution des anciens présidents de la Mauritanie, depuis l'indépendance, mettant un accent particulier sur les réalisations accomplies au cours de la dernière décennie sous le président actuel

Mohamed Ould Abdel Aziz. Parmi ces réalisations, le candidat a cité "l'ancrage de l'autorité de l'Etat, la consolidation de la démocratie, le développement économique sans précédent".

Lors des législatives du 1er et

15 septembre, l'UPR avait remporté une large victoire (environ 120 sièges à l'Assemblée, en comptant les formations alliées), face à une opposition comptant une trentaine de députés, dont 14 issus du parti Tewassoul.

Entré à l'armée en 1978, M. Ould Ghazouani a été désigné chef d'état-major de 2008 jusqu'à son entrée au gouvernement en novembre dernier comme ministre de la Défense nationale.

Egypte

## Hausse du nombre de réfugiés

Le nombre de réfugiés arrivant en Egypte est en hausse, a signalé l'ONU, appelant à un "soutien crucial" face aux "ressources insuffisantes" du pays.

"Les conflits en cours au Yémen et en Afrique subsaharienne ont forcé davantage de personnes à fuir en Egypte", a indiqué dans un communiqué le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR).

Le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile enregistrés dans le pays au cours des deux dernières années a augmenté de 24%, selon cette organisation internationale spécialisée. Au total, près de 250.000 réfugiés et demandeurs d'asile sont enregistrés par l'UNHCR en Egypte, principalement des Syriens, des Soudanais et des Ethiopiens, selon des chiffres publiés en février 2019 par l'agence de l'ONU.

La capacité d'accueil de l'Egypte "est sous forte pression en raison de cette hausse d'arrivées et de ressources insuffisantes", a averti l'UNHCR. "Huit réfugiés sur dix en Egypte vivent dans des conditions humanitaires épouvantables", a estimé dans ce communiqué le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi.

"Ils ne peuvent même pas satisfaire leurs besoins les plus élémentaires.

Mettre du pain sur la table est un défi quotidien", a-t-il ajouté.

"Or, nous ne sommes pas en mesure de leur fournir le strict nécessaire, ni de maintenir nos principaux programmes de protection des réfugiés dans ce pays", a expliqué M. Grandi.

R. A.



# Les conservateurs américains agitent le spectre du socialisme en vue de 2020

**Vingt mois avant l'élection présidentielle, les conservateurs américains serrent déjà les rangs derrière Donald Trump en agitant le spectre du socialisme, avec en ligne de mire ses potentiels adversaires démocrates qui embrassent des idées marquées à gauche.**

Le mot socialisme est un peu sur toutes les lèvres de la sphère politique depuis l'adoption par bon nombre de candidats à la primaire démocrate de propositions progressistes, comme le «Green New Deal» pour combattre le changement climatique ou un système de santé universel.

Au CPAC, la grand-messe des conservateurs américains qui se tient chaque année près de Washington, ces dix lettres se sont propagées cette semaine comme une trainée de poudre.

Le socialisme était le thème majeur d'une vidéo projetée jeudi pendant la conférence, avec des attaques contre les figures «démocrates socialistes» les plus connues, le sénateur Bernie Sanders, de nouveau candidat à l'élection présidentielle et surtout Alexandria Ocasio-Cortez, la jeune élue progressiste du Congrès.

Le mot «socialisme» apparaît sur l'écran, accompagné d'une musique angoissante et d'images de violence. Et le narrateur n'y va pas par quatre chemins: les enjeux «comme la gratuité de l'université, la santé gratuite, un temps considéré radical, semblent être le lot commun de cette primaire démocrate».

Et la vidéo d'avertir de la tendance de candidats démocrates «à gauche toute», montrant notamment des images de Kamala Harris, Cory Booker, Elizabeth Warren ou Kirsten Gillibrand.

L'alerte n'a pas seulement été donnée sur les écrans.

«Sous le couvert de l'assurance maladie pour tous et d'un «Green New Deal», les démocrates adoptent les mêmes théories économiques usées qui ont appauvri les nations et étouffé les libertés de millions (de gens) au cours du dernier siècle. Ce système est le socialisme», a dénoncé vendredi le vice-président américain Mike Pence, s'exprimant à la tribune de la conférence.

«Nous croyons au rêve américain, non au cauchemar socialiste», a renchéri au même endroit samedi le président Donald Trump devant une foule galvanisée.



Le socialisme à l'américaine s'apparente souvent à la définition marxiste du mot, sensiblement plus à gauche que le socialisme d'Europe de l'Ouest.

## «Contre-attaquer» le socialisme

Hormis les traditionnelles casquettes rouges «Make America Great Again» (Rendre à l'Amérique sa grandeur) et les pin's «Trump 2020», de nombreux invités arboraient un badge «Socialism SUCKS», le socialisme c'est nul. Une formule qui pourrait bien devenir le prochain thème de campagne du parti républicain.

Avec ce pin's bleu, Elaine Ervin, venue du Tennessee, fait un pari: «Je pense que le socialisme est une plateforme que les démocrates mettent en avant et les républicains vont la contre-attaquer», lance cette soutien de Donald Trump âgée de 71 ans.

Matt Schlapp, le militant à la tête du CPAC, assume de dépeindre les adversaires démocrates de Donald Trump comme des gauchistes radicaux.

«Je pense que c'est très approprié pour les conservateurs de s'opposer au socialisme, absolument», déclare-t-il à l'AFP. Et les participants sont sur la même longueur d'onde. «Le socialisme est en hausse avec les millennials (...) donc je suis super inquiet pour ma génération», dit Vish Burra, 27 ans, militant conservateur venu de New York.

Au CPAC, le témoignage explosif de l'avocat de Donald Trump Michael Cohen contre son ancien patron devant le Congrès cette semaine n'inquiète pas plus que ça James Stevens.

Mais le jeune homme de 20 ans avoue qu'il serait ravi que les candidats progressistes continuent à tirer la barre à gauche, ce qui aiderait Donald Trump.

L'establishment démocrate espère voir arriver quelqu'un avec «des opinions davantage démocrates que socialistes parce que le socialisme en soi ne séduit pas vraiment beaucoup de gens», prédit l'étudiant.

Ce candidat, craignent James Stevens et d'autres au CPAC, pourrait être Joe Biden.

## Duel capitalisme versus socialisme

L'ancien vice-président de Barack Obama est plus que jamais pressenti pour se lancer dans la course à l'investiture démocrate. Modéré, doté d'une crédibilité impeccable auprès des travailleurs blancs américains, il pourrait bien être ce candidat que les conservateurs pro-Trump redoutent.

«Il a cet attrait», reconnaît le jeune militant Vish Burra. Pour l'ancien élu au Congrès Tim Huelskamp, la course vers 2020 revient «absolument» à un duel capitalisme-socialisme. «J'espère qu'ils vont continuer à aller davantage à gauche», dit-il des démocrates. «On va tous les battre.» Une prédiction partagée par le Britannique Nigel Farage, chanteur du Brexit et ancien dirigeant du parti europhobe et anti-immigration UKIP, invité à s'exprimer à la conférence outre-Atlantique. «Faites ressembler les démocrates à des socialistes très à gauche et vous allez gagner» l'élection, parie l'eurodéputé.

AFP

## Plusieurs milliers de personnes pour le premier meeting électoral de Bernie Sanders

«Battre Donald Trump» et instaurer «un gouvernement fondé sur la justice économique, sociale, raciale et environnementale»: Bernie Sanders a lancé pleinement samedi sa campagne pour la présidentielle 2020, avec un premier meeting électoral devant plusieurs milliers de personnes dans son Brooklyn natal.

Au moment où Donald Trump qualifiait de «cauchemar socialiste» les propositions des candidats démocrates dont «Bernie» est le doyen, le sénateur du Vermont détaillait ses promesses pour «transformer l'Amérique» et s'en prendre aux milliardaires, à Wall Street, aux grandes entreprises et «à toutes les institutions incroyablement puissantes qui contrôlent la vie politique de notre pays».

Couverture santé pour tous, emploi garanti, salaire minimum à 15 dollars de l'heure, relèvement des retraites, construction de logements bon marché, lutte contre le réchauffement, universités publiques gratuites, grands chantiers d'infrastructures: la liste des pro-

messes était longue.

Le sénateur de 77 ans les a égrenées durant un discours de 40 minutes devant une foule d'environ 3.000 personnes, rassemblées dans le froid sur le campus de l'université publique de Brooklyn College, recouverte d'une fine couche de neige.

Donald Trump, «le président le plus dangereux de l'histoire américaine moderne», «veut nous diviser», a-t-il lancé. «Mais pour nous, c'est exactement le contraire, nous allons rassembler notre peuple.»

## «Je sais d'où je viens»

Bernie Sanders avait choisi Brooklyn pour ce premier meeting car c'est là qu'il est né, en 1941, et c'est au Brooklyn College qu'il commença ses études supérieures.

Pour cette nouvelle bataille pour la Maison Blanche, qui compte déjà 13 candidats démocrates déclarés, lui qui fut le premier à prôner couverture santé pour tous et universités gra-

tuites a clairement décidé de parler plus de lui-même et de sa jeunesse que lors de la campagne 2016.

En présence de sa femme Jane et de deux de ses enfants, ce grand-père aux cheveux blancs a évoqué son enfance dans une famille où on savait «ce que c'était que de vivre d'une paie à l'autre», avec un père d'origine polonaise fuyant l'antisémitisme, arrivé sans un sou aux États-Unis.

Il a ainsi insisté sur les contrastes avec la jeunesse fortunée de Donald Trump. Et lui qui avait eu du mal à mobiliser les électeurs noirs en 2016 a évoqué la lutte pour les droits civiques à laquelle il a participé, notamment lorsqu'il était étudiant à l'Université de Chicago, où il devait tenir un autre meeting dimanche. «Je sais d'où je viens et je ne l'oublierai jamais», a-t-il lancé sous les applaudissements.

Ce septuagénaire blanc peut-il l'emporter face à une myriade de candidats démocrates plus jeunes, souvent des femmes et des mino-

rités, qui brandissent eux aussi la promesse d'instaurer une couverture santé universelle, de frapper les riches au porte-monnaie et de lutter pour l'environnement?

«C'est lui qui a commencé tout ça lorsqu'il faisait campagne en 2016», fait valoir avec enthousiasme Khilola Vahobova, 19 ans, étudiante au Brooklyn College, convaincue que «Bernie» arrivera à la Maison Blanche.

Si Hillary a perdu en 2016, «c'est que son nom (Sanders) n'était pas connu et que le parti (démocrate) soutenait Hillary Clinton depuis le départ», affirme aussi Liam Lemus, 23 ans, qui se dit «gay et latino».

Pour Daniel Paez, 38 ans, qui soutient Bernie Sanders depuis 2015 et était venu de l'Etat voisin du New Jersey avec sa femme et ses trois enfants, les gens «sentent l'authenticité et la sincérité de Bernie. Les nouveaux venus dans l'arène, on peut se poser des questions, ils n'ont pas toujours pensé comme ça.»

AFP



# Trump en mode campagne devant les conservateurs, critique le penchant "socialiste" des démocrates

**Le président américain Donald Trump a livré samedi lors du grand rendez-vous annuel des conservateurs ce qui s'apparentait à un discours fleuve de campagne, critiquant le penchant "socialiste" des démocrates.**

**L**e milliardaire a été accueilli en triomphe sur le podium de la Conservative Political Action Conference, ou CPAC, qui se tient dans la banlieue de Washington, fleuri de casquettes rouge «Make America Great Again», son slogan de campagne en 2016.

Son allocution de plus de deux heures a été l'une des plus longues que Donald Trump ait jamais donné depuis qu'il s'est lancé dans la campagne présidentielle, en 2015, dépassant largement son discours d'investiture ou ses deux discours sur l'état de l'Union.

Malgré la longueur de son intervention, il n'a pas évoqué une seule fois l'un des temps forts de la semaine, à savoir l'audition dévastatrice de son ancien avocat et homme de confiance Michael Cohen, qui l'a notamment dépeint mercredi comme un menteur, un tricheur et un «raciste».

Concernant l'autre événement phare de sa semaine, le sommet sur le nucléaire nord-coréen, considéré comme un échec, il a qualifié la rencontre de «très

productive».

«De temps à autre, il faut marcher», plutôt que courir, a-t-il dit pour commenter ce sommet qui s'est terminé prématurément sans la déclaration commune prévue initialement. L'accord proposé par le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un «ne me semblait pas acceptable», a-t-il justifié.

#### **Socialisme contre liberté**

Sans vrai fil conducteur, sautant d'une anecdote à l'autre, il a préféré se concentrer sur les démocrates.

Reprenant le grand thème du moment, il a brandi la menace du socialisme, devenu très populaire chez les candidats à l'investiture démocrate pour la présidentielle.

Pour lui, le «Green New Deal», projet démocrate pour combattre le changement climatique, «détruirait totalement l'économie américaine». «C'est simplement le plan le plus fou» qu'on ait jamais vu, a-t-il surenchéri.

Puisant comme rarement dans son registre d'imitations et de plaisanteries, il s'est moqué de la proposition démocrate en dépeignant un couple dépendant des caprices du vent et de l'énergie éolienne pour pouvoir regarder la télévision.

L'ancien promoteur immobilier s'en est pris, sans la désigner nommément, à la nouvelle égérie du Parti démocrate, Alexandria Ocasio-Cortez, qualifiant de «folle» la jeune élue à la Chambre des Représentants, très impliquée dans le «Green New Deal».

Quant aux projets favorables à une couverture santé universelle, avancés par plusieurs candidats à l'investiture démocrate, ils occasionneraient «des

hausse d'impôts colossales», a-t-il fait valoir.

«Le socialisme n'a rien à voir avec l'environnement, la justice, la vertu, (...) cela s'appelle le pouvoir de la classe dirigeante», a martelé l'ancien promoteur immobilier, citant notamment l'exemple du Venezuela.

«L'avenir n'appartient pas à ceux qui croient au socialisme», a-t-il clamé. «Il appartient à ceux qui croient en la liberté. (...) Les Etats-Unis ne seront jamais un pays socialiste», a-t-il poursuivi.

«Nous croyons au rêve américain, non au cauchemar socialiste».

Mais le président américain s'est réjoui que le socialisme soit à la mode chez les candidats à l'investiture démocrate, estimant que cela augmentait ses chances de réélection en 2020.

«Je veux qu'ils s'approprient ce projet, qu'ils aillent le vendre», a-t-il dit. «Je veux être le républicain qui se présentera face à eux». Donald Trump a également défendu son bilan, souligné notamment la bonne santé de l'économie américaine, ses droits de douanes imposés à la Chine et rappelé qu'il était sur le point d'obtenir le financement de son «mur» à la frontière avec le Mexique.

Devant sa base la plus fidèle, il a repris les thèmes conservateurs qui lui ont permis de remporter la présidentielle, une politique migratoire dure, le maintien de la législation sur les armes à feu ou une ligne ambiguë sur l'avortement.

Sur ces sujets, il s'en est de nouveau pris aux démocrates, qu'il a accusés d'avoir «un programme radical», régulièrement interrompu par des «USA! USA!» de l'audience, chauffée à blanc.

AFP

## De fête et de fureur Au Venezuela, un groupe de ska entretient sa rage

■ A 14 ans, Horacio Blanco, a écrit une chanson qui dénonçait les «Políticos Paraliticos». A 50, le public continue de lui réclamer le morceau, devenu un hymne de ralliement protestataire au Venezuela.

Inspiré par des groupes britanniques comme The Specials, un zeste de «fête et de fureur» locales en plus, selon son concepteur, Blanco et son groupe «Desorden Publico» (désordre public) sont les figures de la scène punk-ska vénézuélienne. Toujours vêtu à la mode ska, veste et pantalon étroit noirs, les cheveux en houppette, il est sans doute le dernier grand nom de la scène rock locale à ne pas avoir déserté le pays, miné par la crise économique et politique.

«Tellement de groupes ont coupé les liens avec ce pays. C'est une des choses les plus tristes de ce qui nous arrive», confie-t-il à l'AFP, depuis un studio d'enregistrement aux vieux murs lambrissés dans le centre de Caracas. «Le monde de la musique a perdu tous ses talents. Le côté technique aussi, ses ingénieurs du son, tout ça. Beaucoup ont quitté le pays et ont vendu leur matériel». Tout en bataillant avec la bureaucratie vénézuélienne pour obtenir les passeports à temps et se procurer des devises pour acheter du matériel, Desorden Publico arrive à poursuivre ses tournées et ses enregistrements du mieux possible. «On a décidé de refuser la fin de ce projet, quoiqu'il nous en coûte. On s'est tanné le cuir avec le temps, on en a déjà beaucoup vu», avoue son leader.

«En 2017 et 2018, j'ai eu beaucoup de tournées et de contrats à l'étranger, mais la vérité c'est que je suis Vénézuélien et que j'adore cet endroit. Je veux m'impliquer, en tant que musicien, dans les changements qui finiront par advenir. C'est pour ça, on revient toujours à la maison».

#### **Les chansons sont les mêmes...**

Dans le studio de mixage, Blanco bouge en rythme pendant que de l'autre côté de la vitre du studio, le percussionniste Oscar Alcaïno, 60 ans, agite un sablier musical (tube métallique rempli de sable) devant le micro. Coiffé d'un petit feutre noir et portant des boucles d'oreilles, Oscarello a déposé devant lui toutes les sortes d'instruments: conga, maracas, et des hochets traditionnels ornés de grosses graines séchées en forme de coquillettes. C'est cet éventail de percussions qui donne au ska de Desorden Publico sa touche vénézuélienne.

Rejoint par plusieurs jeunes musiciens, les deux membres fondateurs du groupe viennent d'enregistrer une nouvelle version de l'album du groupe, «Canto popular de la vida y muerte» sorti en 1994, pour une tournée en Amérique du Nord et du Sud à l'occasion de son 25e anniversaire.

Desorden Publico s'est formé quand Blanco était encore à l'école, dans les années 1980 et le groupe a enregistré tout au long des années 90 - une décennie d'instabilité politique et de crises qui s'est conclue par l'arrivée au pouvoir de Hugo Chavez. Chavez est mort d'un cancer en 2013 et depuis, sous le règne de son successeur, Nicolas Maduro, le Venezuela ne cesse de s'enfoncer dans la crise économique et politique. «Beaucoup de choses qu'on chantait il y a 25 ans sont toujours d'actualité», affirme Blanco. «Les vices de cette société et les erreurs de ceux qui sont au pouvoir se répètent de façon cyclique, nos chansons ont trouvé un nouvel écho avec la réalité».

#### **... les plus vieilles, les meilleures**

Petit cousin du reggae, le ska est né en Jamaïque dans les années 1950 avant d'envahir la scène politisée des années Margaret Thatcher dans les années 1980 en Grande-Bretagne. La tension de ses rythmes syncopés accompagne les accents de rage du punk. Et en Amérique Latine, ajoute Blanco, le ska a trouvé un terreau fertile pour son esprit rebelle. «Je voudrais que les politiciens soient réellement des paralytiques», chantait-il ado. «Comme ça ils ne pourraient pas nous voler et s'enfuir en courant».

Aujourd'hui, assure-t-il, «c'est l'une des chansons que le public réclame le plus souvent en concerts» avec un autre de leurs succès, «Le biberon de pétrole» - qui dénonce la dépendance fatale du Venezuela aux pétrodollars, l'une des causes du naufrage actuel.

Pour Desorden Publico, le ska a servi à dénoncer la corruption et l'abus de pouvoir. «Desorden est un petit échantillon de l'idiosyncrasie vénézuélienne», souligne Blanco. «Nous sommes un pays de fiestas», reprend-il. «Ce qui ne veut pas dire que nous ignorons les pires difficultés auxquelles nous sommes confrontés. C'est même de là que vient cette rage».

AFP



Brésil

# Lula de retour en prison après les obsèques de son petit-fils

L'ex-président brésilien Lula a regagné sa cellule samedi après avoir assisté avec émotion aux obsèques de son petit-fils près de Sao Paulo, à la faveur d'une permission de sortie de prison de quelques heures.

**L**e chef historique de la gauche brésilienne a pu assister à l'incinération d'Arthur, qu'une méningite a brutalement emporté à l'âge de sept ans. Le déplacement de Lula, qui purge à Curitiba (sud) depuis 11 mois une peine de plus de 12 ans pour corruption, a été entouré de strictes mesures de sécurité tout en fournissant l'occasion à un demi-millier de ses sympathisants de l'acclamer.

L'ex-chef de l'Etat (2003-2010) avait été autorisé vendredi par la justice à quitter sa cellule au siège de la police fédérale, une disposition dont bénéficient des milliers de prisonniers au Brésil tous les mois.

Sous la surveillance de dizaines de poli-



ciers militaires armés, l'ex-président de 73 ans a regagné sa cellule à 15H45 heure locale (18H45 GMT). Il en avait été extrait près de neuf heures plus tôt pour se rendre dans un cimetière à Sao Bernardo do Campo, près de Sao Paulo, après avoir parcouru 400 km en avion depuis Curitiba.

De nombreux proches et amis de l'ancien chef d'Etat étaient présents, dont l'ex-présidente Dilma Rousseff et Fernando Haddad, le candidat du Parti des Travailleurs (PT) à la présidentielle d'octobre 2018.

Lula, qui reste très aimé par des millions de Brésiliens, a été applaudi à son arrivée au cimetière de Jardim da Colina par quelque 500 sympathisants et acclamé aux cris de «Lula libre !» et «Lula guerrier du peuple brésilien !».

La salle du crématorium où reposait dans un cercueil ouvert le corps d'Arthur était envahie de couronnes de fleurs envoyées par des responsables syndicaux et politiques - y compris par le président socialiste du Venezuela

Nicolas Maduro, a rapporté le quotidien Folha de S.Paulo.

Au crématorium où seuls les proches étaient autorisés, Lula, en larmes, a prononcé un bref discours.

«Ces paroles nous ont tous bouleversés», a déclaré Joao Pedro Stedile, d'un mouvement rural, au site internet G1.

«Il a dit que (Arthur) était harcelé à l'école où les élèves lui disaient que son grand-père était un voleur. Il (lui) a promis qu'il lutterait par tous les moyens pour que la justice reconnaisse son innocence», a-t-il ajouté.

Lula est ressorti deux heures plus tard, saluant de la main d'un air grave tous ceux qui l'acclamaient et serrant furtivement quelques mains, encadré par les policiers militaires.

«Très triste»

Lula «est ému, abattu, il a pleuré plusieurs fois», a expliqué vendredi aux journalistes la présidente du PT, Gleisi Hoffmann, après lui

avoir rendu visite.

C'est la deuxième fois que l'ex-dirigeant sort de prison. En novembre, il avait quitté sa cellule pendant quelques heures pour un interrogatoire à Curitiba.

Mais il n'avait été autorisé à assister fin janvier aux obsèques de son frère Vava, mort d'un cancer à 79 ans, qu'une fois celles-ci commencées. Il avait dénoncé «une pure méchanceté».

Ce nouveau drame personnel a valu à Lula des témoignages de sympathie, y compris de ses ennemis politiques, tel le président de l'Assemblée nationale Rodrigo Maia, qui lui a exprimé sa «totale solidarité».

«Un voyou en vue»

Mais une fois de plus, l'un des fils du président Jair Bolsonaro, le député Eduardo, a créé la polémique.

«Lula est un prisonnier de droit commun. Quand un parent d'un autre prisonnier meurt, est-il lui aussi escorté par la police fédérale pour aller aux obsèques ?», a-t-il demandé sur Twitter.

«L'autorisation de sortie provisoire de Lula est absurde», a-t-il ajouté, «elle ne fait que permettre à un voyou en vue de se faire passer pour une pauvre victime», a-t-il poursuivi, déclenchant l'indignation de nombreux internautes.

Face au tollé, il a diffusé un deuxième tweet dans lequel il a assuré que, «hors de toute considération idéologique», la mort d'un enfant était «désolante et indésirable».

Son père, le président Jair Bolsonaro, habituellement très disert sur Twitter, mais qui avait souhaité à Lula de «pourrir en prison», observait le silence. La figure iconique de la gauche brésilienne est emprisonnée pour avoir reçu un appartement en bord de mer de la part d'une entreprise de bâtiment en échange de faveurs.

Le 6 février, Lula, qui nie toute culpabilité, a été condamné à 12 ans et 11 mois de prison dans le cadre d'une autre affaire.

AFP

Chine

## Un avocat des droits de l'homme réapparaît mais n'est "pas libre"

■ Un avocat chinois spécialisé dans les droits de l'homme a refait surface deux jours après sa disparition dans la foulée de sa sortie de prison, où il purgeait une peine pour «incitation à la subversion», a annoncé dimanche son épouse, qui affirme cependant qu'il n'est pas véritablement libre. Jiang Tianyong, né en 1971, s'est occupé dans le passé d'affaires sensibles comme celles d'adeptes du mouvement religieux interdit Falun Gong, de militants tibétains ou de victimes d'un scandale de lait contaminé. L'avocat s'était vu retirer sa licence professionnelle en 2009, puis avait disparu soudainement fin 2016, avant d'être jugé en août 2017.

Il avait disparu jeudi après avoir purgé sa peine de deux ans de prison, mais il est finalement réapparu dans sa ville de Xinyang, dans la province de Henan, a indiqué à l'AFP son épouse Jin Bianling, qui vit aux Etats-Unis. Des soutiens de Jiang Tianyong l'avaient attendu jeudi à sa sortie d'un centre de détention de Xinxiang, dans la province du Shandong (est). Ils avaient affirmé à l'AFP avoir été informés par la police que l'avocat avait été «emmené», sans plus de précisions. «Après six années sans se voir, nous avons finalement pu parler et avoir une conversation vidéo», a précisé Jin Bianling à l'AFP.

Mais si son époux a été libéré de prison, «il n'est toujours pas libre», a-t-elle dit. «Il vit dans la maison de ses parents, maintenant, mais des policiers sont postés à l'extérieur. Partout où il va, la police le suit.» «Je suis aussi inquiète du fait qu'il pourrait disparaître à tout moment, et j'espère qu'il pourra venir aux Etats-Unis dès que possible pour que nous nous retrouvions.» Ce n'est pas la première fois que des militants des droits de l'homme ou des dissidents demeurent sous surveillance après leur sortie de prison.

Les autorités avaient interpellé en juillet 2015, lors d'un vaste coup de filet, quelque 200 avocats, juristes, et militants s'occupant d'affaires sensibles. La plupart ont depuis été libérés mais un petit nombre ont été condamnés à de lourdes peines de prison. Le mois dernier, Wang Quanzhang, 42 ans, qui avait notamment défendu des paysans déposés de leurs terres, a fait l'objet d'une condamnation à quatre ans et demi d'emprisonnement pour «subversion».

AFP

Venezuela

## Moscou condamne "l'ingérence flagrante" de Washington

**L**e chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a condamné, samedi, lors d'une conversation téléphonique avec son homologue américain Mike Pompeo, «les menaces américaines contre le gouvernement légitime du Venezuela», dénonçant une «ingérence flagrante dans les affaires intérieures d'un Etat souverain et une grave violation du droit international», ont rapporté des médias locaux.

Selon un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères, cité par l'agence Sputnik, M. Lavrov a condamné aussi «la provocation et l'influence extérieure destructrice sur le Venezuela», soulignant que ces tentatives sont «inadmissibles même sous le prétexte hypocrite de l'aide humanitaire, qui n'ont rien à voir avec le processus démocratique».

Le chef de la diplomatie russe a précisé, en outre, que Moscou était «prêt» à tenir des consultations bilatérales avec Washington à propos du Venezuela, à conditions qu'elles «respectent strictement les principes de la Charte des Nations unies», a ajouté la même source.

«Seul les Vénézuéliens ont le droit de décider de leur avenir», a insisté encore le ministre russe des Affaires étrangères, a

poursuivi Sputnik.

Les deux hommes se sont également entretenus du conflit syrien, de l'Afghanistan et de la péninsule coréenne, a fait savoir le communiqué.

M. Lavrov a reçu, vendredi à Moscou, la vice-présidente vénézuélienne Delcy Rodríguez, promettant que Moscou allait poursuivre son aide humanitaire au pays et à défendre la légitimité du gouvernement vénézuélien.

Le 28 février, le Conseil de sécurité des Nations Unies a rejeté un projet de résolution sur le Venezuela proposé par Moscou, ainsi qu'un autre projet promu par Washington, que la Russie et la Chine ont bloqué en tant que membres permanents.

Le «plan directeur» proposé par la Maison-Blanche exigeait la tenue de «nouvelles élections présidentielles» au Venezuela et la «libre entrée» de l'aide humanitaire en coordination avec l'opposition dirigée par Juan Guaido.

A son tour, le projet proposé par la Russie a réaffirmé le rôle du gouvernement de Nicolas Maduro dans la coordination de l'arrivée de l'aide humanitaire, appelant à un dialogue politique, notamment par le biais du mécanisme de

Montevideo proposé par le Groupe de contact international sur la situation au Venezuela et au rejet du recours à la force contre Caracas.

La crise politique au Venezuela s'est aggravée quand l'opposant Juan Guaido, renvoyé le 22 janvier du poste de président de l'Assemblée nationale vénézuélienne sur décision de la Cour suprême, s'est autoproclamé le lendemain «président en exercice du pays» et a prêté serment au cours d'une manifestation à Caracas. Le président américain, Donald Trump, l'avait reconnu comme «président par intérim», suivi par une quarantaine de pays, dont des pays européens et de l'Amérique du Sud.

Le président élu Nicolas Maduro avait qualifié Juan Guaido de «pantin» des Etats-Unis, dénonçant «l'usurpation de la fonction présidentielle» par l'opposant.

La Russie, la Chine et plusieurs autres pays avaient, quant à eux, soutenu Nicolas Maduro en tant que président légitime du Venezuela. Le Kremlin avait qualifié la décision de certaines nations européennes d'«ingérence dans les affaires intérieures du Venezuela».

H. M.



Festival du film amazigh

# "Tuqqit" de Karim Mouhali, une fiction qui explore l'âme d'un non voyant

"Tuqqit" de Karim Mouhali, un long métrage projeté samedi à la maison de la culture de Tizi-Ouzou, dans le cadre de la compétition pour l'Olivier d'or, la plus haute distinction du festival culturel national annuel du film amazigh (FCNAFA), tente d'explorer l'âme d'une personne non voyante.



C'est à travers Youcef personnage principal que ce film de 107 mn, dont le scénario est signé Mohand Lmouloud Oubeka, tente de lever un peu le voile sur les pensées intérieures d'une personne aveugle qui perd la vue suite à un accident, d'où le titre de ce film "Tuqqit" ou "le Choc".

La trame du film se déroule et se laisse presque entraîner par les espoirs et désespoirs, l'envie de se battre, ou d'en finir, de Youcef.

Le film s'ouvre sur deux gros plans d'un jeune qui remplissait un seau de sable et d'une pouliche qui tourne. C'est cette pouliche qui va lâcher avec son chargement, le seau de sable que Youcef, étudiant brillant en troisième année de médecine, venait de remplir et qu'il reçoit sur sa tête dans un choc violent qui le plongerait dans le coma pendant neuf jours. A sa sortie du coma Youcef perd la

vue.

En quittant l'hôpital, il entame avec résignation sa nouvelle vie dans un monde sans couleurs et sans lumière. L'envie de se battre le pousse à s'inscrire dans une école pour non voyant afin d'apprendre le braille et poursuivre ses études à l'université.

Le désespoir de Youcef s'exprime lorsque son ami le conduit au bord d'un lac où ils avaient l'habitude de se rendre et dont il ne peut plus apprécier la beauté et lorsqu'on lui propose une opération délicate qui comporte de gros risques qu'il accepte, mais qu'il en subira pas suite au refus de ses parents.

Une scène dans laquelle on voit Youcef debout à un arrêt de bus attendant son bus pour rejoindre l'école des aveugles, entrain d'écouter le chant d'un oiseau enfermé dans une cage, révèle la sensibilité du non voyant qui voit avec son cœur et son esprit.

Youcef se compare à cet oiseau que ses propriétaires pensent qu'il est entrain de chanter alors que ses chants ne sont que des lamentations comme lui qui tente de faire bonne figure devant ses parents en cachant sa grande douleur.

C'est à cet arrêt de bus qu'un homme l'agresse violemment à la tête à coup de canne, ignorant qu'il est non voyant et pensant qu'il était entrain de draguer sa fille, sa maison étant située juste en face. Youcef se retrouve de nouveau à l'hôpital et après trois jours d'hospitalisation, il retrouve la vue.

Youcef pardonne à son agresseur traduit devant la justice et accepte d'épouser sa fille pour faire taire les rumeurs. Le film s'achève sur une nouvelle agression de Youcef qui tombe par terre suite au choc subit et perd de nouveau la vue.

Lors des débats qui ont suivis cette projection, des réalisateurs

présents dans la salle dont Lounes Medjnah qui participe à cette compétition avec un long métrage, Djamel Ould Braham lui aussi en compétition avec un court métrage et Mohamed Rahal, ont relevé quelques erreurs techniques et la quasi l'absence de plans panoramiques.

Les critiques ont également regretté que ce film soit trop long, relevant aussi "beaucoup de vide" et des "séquences qui n'ont pas une grande valeur qui ont alourdi le film". L'histoire a été par contre appréciée par les intervenants.

Le FCNAFA qui est à sa 17ème édition cette année, met en compétition un total de 23 films dont 4 longs métrages, 10 courts métrages, six films documentaires et trois d'animation. La cérémonie de remise des prix aura lieu lundi prochain à la maison de la culture Mouloud Mammeri, rappelle-t-on.

Z. N.

Il permettra l'échanges entre les musées et centres d'archives

**Le Centre régional du patrimoine culturel en Afrique ouvre ses portes**

Le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf) devra tenir mardi à Alger la première réunion de son conseil d'administration, a indiqué samedi le responsable du centre. S'exprimant lors d'un point presse, Slimane Hachi a indiqué que le conseil d'administration international du Crespiaf - un centre régional placé sous l'égide de l'Unesco - est composé "d'experts et de représentants d'instances spécialisées" et présidé par le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi. Le Crespiaf, centre de catégorie 2, a pour mission de servir les objectifs stratégiques de l'Unesco en faveur de l'Afrique par l'appui aux compétences du continent en matière d'identification, d'inventaire, de recherche scientifique, de documentation et de sauvegarde du patrimoine immatériel, a-t-il précisé. Ce premier centre africain vise également à stimuler la coopération et les échanges d'expertise, à faciliter les échanges entre les musées et centres d'archives du continent, ou encore à créer une base de données et une meilleure connaissance du patrimoine immatériel en Afrique.

Créé suite à l'accord de 2014 entre l'Unesco et l'Etat algérien, le centre est installé à la villa Dar Abdeltif sur les hauteurs d'Alger. Géré administrativement par l'Algérie et doté d'un budget alloué par l'Etat, il est le septième du genre après ceux de Chine, du Japon, de Corée du Sud, d'Iran du Pérou et de Bulgarie.

Slimane Hachi a annoncé, par ailleurs, l'organisation par le centre d'une exposition intitulée "Héritages culturels immatériels en Afrique" et devant être inaugurée le 5 mars à Alger, pour présenter un élément emblématique du patrimoine de chacun des 27 pays africains détenant des classements à la liste représentative du patrimoine immatériel. H. F.

Avant-première du film "El Kebch Essahir" à Constantine

## Une invitation à aimer les animaux et à les protéger

Le film pour enfants "El Kebch Essahir" (le bélier magique), réalisé par Sadek El Kebir et présenté samedi en avant-première à la Maison de la culture Malek Haddad de Constantine, se veut un appel à protéger les animaux et à les aimer étant donné que ce sont des êtres vivants qui nécessitent un traitement spécial.

Ce film, dont le scénario a été écrit par Sadek El Kebir et son épouse Sabine, et qui a été projeté durant une heure et demie en présence de représentants de différents médias, d'intellectuels et de comédiens, est un enchaîne-

ment d'histoires, certes différentes, mais dont l'essence est identique.

Parmi les histoires relatées par cette œuvre, produite en 2019, et dont les rôles ont été interprétés par Sadek El Kebir, Rym Taâkouchet et Mustapha Laâribi ainsi que les enfants Slimane Salimi, l'un des acteurs du film "Le puits" de Lotfi Bouchouchi, et Smail Soltana, celle d'un mouton, acheté pour le sacrifice, mais utilisé à mauvais escient par son propriétaire lequel s'est mis à faire des paris avant d'être victime de fraude et de recevoir des coups.

Cette œuvre relate également l'excursion d'un groupe d'écoliers au parc d'attraction de Ben Aknoun (Alger) où ils ont eu le loisir d'apercevoir des éléphants, des singes, des lions, des tigres, des hippocampes et des crocodiles.

Une sortie pédagogique et agréable à la fois, au cours de laquelle ces enfants ont vécu de nombreuses aventures à la faveur desquelles ils sont familiarisés avec le cycle et le mode de vie de nombreux animaux en plus des aliments dont ils ont besoin notamment.

L'aspect le plus remarquable

de ce film reste, incontestablement, le recours à la technologie tridimensionnelle, à travers l'infographie et les effets spéciaux portant signature de Mohamed Brahimi, une technique permettant de susciter l'intérêt des enfants avides de sensations fortes.

Dans une déclaration à l'APS, le réalisateur Sadek El Kebir a affirmé que "la ville de Constantine a été choisie pour accueillir l'avant-première de ce film pour faire en sorte que ce type de représentations ne se déroulent pas uniquement à Alger", ajoutant qu'un épisode additionnel sera

réalisé "au cours des trois prochains mois".

De leur côté, de nombreux enfants ayant participé à cette œuvre, dont l'âge n'excède pas 14 ans, ont qualifié cette expérience de "bonne", tout en espérant voir son renouvellement dans un proche avenir.

A noter que la projection en avant-première du film "El Kebch Essahir", samedi soir, devant le grand public, est une initiative de l'association locale "Numidia-Arts", en collaboration avec la Direction de la culture de la wilaya de Constantine.

R. C.



## PAROLES DE FEMMES

«La première condition pour être heureux est de se croire indispensable au bonheur d'un autre ; cela fait accepter la vie.»

Diane Beausacq



## FEMMES

ILS ONT DIT :

«Le bonheur, c'est un choix.»

David Sandes

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

# Céline Dion : son hommage à son papa disparu

Sur Instagram, la diva canadienne a eu de tendres mots pour son papa, décédé en novembre 2003. Ce samedi 2 mars, il aurait eu 96 ans. La star ne l'oublie pas.

Il y a des dates qui nous marquent pour toute une vie. Pour Céline Dion, il y a évidemment celle du 2 mars, jour de l'anniversaire de son père, Adhémar Dion, décédé le 30 novembre 2003 d'un cancer des os. Chaque année, la chanteuse n'oublie pas de lui adresser un tendre message en ce jour si spécial. Aujourd'hui, son père aurait fêté son 96e anniversaire. Sur Instagram, comme elle a l'habitude, Céline Dion a publié une photo d'elle adolescente, aux côtés de son papa. Elle a su trouver de tendres mots pour lui adresser encore une fois son amour. " Je suis la fille la plus chanceuse du monde d'avoir eu un père comme toi. Tu seras toujours mon fan numéro 1. Je t'aime ", a-t-elle écrit en légende. Un cliché qui est accompagné de mots d'encouragement de ses fans.

Adhémar Dion a énormément compté dans la vie de la diva. Lui même musicien, il lui a transmis la passion de la chanson, lui qui avait l'habitude de donner des concerts avec son épouse Thérèse, aujourd'hui âgée de 91 ans. Enfant, Céline montait sur scène avec eux. De joyeux souvenirs qui sont restés gravés dans sa mémoire et qui lui ont d'ailleurs inspiré la chanson, Parler à mon père, sortie en novembre 2012. A l'évocation de la douleur de la perte, de l'absence, la maman de René-Charles, qui a fêté ses dix-huit ans récemment, et des jumeaux, Eddy et Nelson, avait répondu avec sagesse. " On apprend à vivre différemment. On vit toujours avec eux, mais d'une autre façon. Alors il est avec moi, tous les jours Je n'ai pas besoin d'écouter s'il frappe à la porte. Il est toujours là ". Comme un phare dans la nuit.



## BIEN-ÊTRE



Contrairement aux promesses de certains régimes minceur, le citron n'est pas un fruit miraculeux qui fait maigrir! Mais ses vertus anti-infectieuses et circulatoires, elles, sont bien réelles. Le point sur toutes les vertus de votre agrume du printemps.

## LES VERTUS MÉDICINALES DU CITRON

Aujourd'hui, il est associé aux stars les plus en vue d'Hollywood, qui l'ont mis à la mode pour maigrir. Mais cet agrume né en Himalaya mérite d'être mieux connu, ainsi que ses nombreuses variétés: limette, combava, calamondin, kumquat ou cédrat. Car, s'il lui manque la propriété pour laquelle il est tant vanté, celle

de faire perdre du poids, il regorge de vertus médicinales intéressantes.

## LE CITRON SOULAGE HÉMORROÏDES ET JAMBES LOURDES

Le citron améliore la circulation, notamment celles des petits vaisseaux. Ses composés flavonoïdes renforcent leurs parois et diminuent leur perméabilité. Et son essence renferme des coumarines, qui fluidifient le sang et facilitent donc son écoulement. En cas de crise aiguë : prendre 1 ou 2 gouttes d'huile essentielle mélangées à du miel ou à de l'huile alimentaire, 2 ou 3 fois par jour pendant une semaine; en prévention : 2 gouttes par jour pendant 2 à 3 semaines.

## LE CITRON PRÉVIENT LES MALADIES

## BIEN-ÊTRE

Un temps de réaction lent ou variable pourrait être un moyen de déterminer son espérance de vie, d'après les recherches d'une équipe britannique. Les personnes le plus lentes augmenteraient de 25% les risques de mourir jeune par rapport aux personnes plus rapides. Chez les animaux, un manque de réactivité augmente les risques de mort précoce. Selon une étude menée par des chercheurs britannique de l'University college London et de l'université d'Edinburgh, la lenteur chez les hommes serait également synonyme d'une vie courte. Dans la revue scientifique *PlosOne*, les scientifiques expliquent avoir soumis 5 134 personnes, âgées de 20 à

## Le citron, votre agrume détox

## CARDIOVASCULAIRES

«Le citron est riche en fibres solubles, qui diminuent le passage du cholestérol au travers de la paroi intestinale», souligne notre spécialiste. En stimulant la production de la bile, le citron favorise aussi la dégradation du cholestérol en acides biliaires ainsi que son évacuation. Une action que vient renforcer la vitamine C, en quantité très élevée (52 mg/100 g). Prendre son zeste en infusion ou de l'huile essentielle (HE), à raison de 2 gouttes par jour pendant 2 à 3 semaines, et compléter avec du jus de citron frais (1 à 2 citrons par jour, dans un verre d'eau).

## LE CITRON STOPPE LES PETITS SAIGNEMENTS

Si le citron est un fluidifiant du sang lorsqu'il est ingéré, appliqué localement, il arrête les petits saignements. Il est en effet riche en calcium, un élément clé dans la coagulation du sang. Une vertu bien utile pour les soins de la bouche, en cas de gingivites par exemple.

## LE CITRON SOIGNE LES PEAUX GRASSES ET RENDS LES CHEVEUX BRILLANTS

«Le citron régule le sébum de la peau et régénère les tissus». Préférez le jus de citron à l'huile essentielle, très photosensibilisante. Pour les soins de peau, vous pouvez intégrer le jus (à raison de 1 cuillère à café) à un masque frais à l'avocat ou au potimarron

## LES PERSONNES LENTES RISQUENT DE MOURIR PLUS JEUNES

59 ans, à un test de réactivité très simple. Les participants à l'étude devaient presser un bouton lorsqu'une image apparaissait sur leur ordinateur, à cinquante reprises, sans avoir été entraînés. En évitant tout choix, ce test ne pénalise ni les indécis, ni les incultes, selon les chercheurs.

## UN SYSTÈME NERVEUX CENTRAL DÉTÉRIORÉ

Au bout de quinze années de suivi, 378 personnes faisant partie du groupe, soit 7,4%, sont décédés. Les auteurs de l'étude ont constaté que les personnes ayant répondu plus lentement au test de réactivité étaient

susceptibles de mourir plus jeunes (25% de risques en plus), tout comme celles qui ont eu un temps de réaction variable d'un test à l'autre (36%).

«Le statut socio-économique, l'hygiène de vie et les facteurs de risques cardio-vasculaires avérés expliquent partiellement, mais pas complètement, ces associations», indiquent les chercheurs. Selon le docteur Gareth Hagger-Johnson, auteur principal de l'étude, le temps de réaction lent ou variable serait la manifestation d'un système nerveux central qui se dégrade aussi vite que le reste du corps. Un simple test de réactivité pourrait ainsi révéler son espérance de vie.



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

Ligue des champions (4e journée/Gr: C)

## Le CSC renverse le SC Ismaily et fait un pas vers la "qualif"

Ligue 2 Mobilis (24e journée)  
Le NCM serein,  
l'ASO et l'USB  
nouveaux Dauphins

■ Le NC Magra, solide leader de la Ligue 2 Mobilis de football, a bien négocié son périlleux déplacement chez le WA Tlemcen, en ramenant un précieux nul (1-1) samedi pour le compte de la 24e journée, ayant vu les autres candidats à l'accession, l'ASO Chlef et l'US Biskra s'emparer de la deuxième place, après leurs victoires respectives contre le MC Saïda (1-0) et la JSM Skikda (3-1). Le NCM avait pourtant commencé par concéder l'ouverture du score de Messaoudi (23'), avant de se ressaisir et dès le retour des vestiaires, en arrachant l'égalisation par Mebarki (46'). Un résultat qui permet aux Bleu et Blanc de consolider leur première place avec 44 points, tout en maintenant le WA Tlemcen à bonne distance, puisque les Zianides reculent de la 2e à la 4e place (39 pts), détrônés par le tandem ASO Chlef et US Biskra, nouveaux dauphins après leurs importantes victoires à domicile, respectivement contre le MC Saïda (1-0) et la JSM Skikda (3-1). Les Chélifiens ont petitement dominé le MCS au stade Mohamed Boumezrag (1-0), grâce à Benhamla (6'), alors que les Zibans ont commencé par concéder l'ouverture du score devant Batrouni (2'), avant de réussir un retour tonitruant dans ce match, qui leur a permis de l'emporter finalement (3-1). C'est Benachour qui avait donné le ton, en égalisant sur penalty (3'), avant que ses coéquipiers Lakhdari et Messaâdia ne corsent l'addition, respectivement aux 33' et 68'. Des victoires qui propulsent ces deux clubs à la deuxième place du classement général, avec 40 points chacun, mais avec un match en moins pour l'ASO, et grâce auquel il pourrait s'emparer seul de cette fameuse deuxième place. Pour sa part, et sur sa lancée, l'ASM Oran a accroché un nouveau club de l'Ouest à son tableau de chasse, puisqu'après la grosse giffe qu'il avait infligé à l'ES Mostaganem il y'a 15 jours, il a dominé le RC Relizane (2-0) dans le derby de samedi. Le club Asémiste avait fait la différence grâce Khalifallah (1') et Haddad (50'), se hissant au passage à la 13e place du classement général, avec 25 unités, au moment où malgré la défaite, le RCR reste dans la première partie de tableau, avec 37 points. Cette 24e journée n'a pas été très bénéfique pour l'ensemble des mal classés, puisque mis à part l'ASMO, tous les autres candidats au maintien ont trébuché ce samedi, à commencer par le RC Kouba, qui après sa victoire héroïque dans le derby algérois chez l'USM El Harrach (0-2), a été tenu en échec à domicile par l'ES Mostaganem (1-1). Les choses avaient pourtant relativement bien démarré pour le Raed, qui avait commencé par ouvrir le score par Ouhadada (70'), avant de se faire surprendre par une égalisation inattendue de Madouni (82').

## Résultats et classement :

ABS- USMH	2-1
USMB-JSMB	1-1
RCK- ESM	1-1
ASMO -RCR	2-0
WAT- NCM	1-1
USM An -MCEE	1-0
USB- JSMS	3-1
ASO-MCS	1-0

	Pts	J
1). NC Magra	44	24
2). ASO Chlef	40	23
—). US Biskra	40	24
4). WA Tlemcen	39	24
5). MC El Eulma	37	24
—). RC Relizane	37	24
7). Amel Boussaâda	35	24
8). USM Annaba	34	23
—). JSM Béjaïa	34	23
10). JSM Skikda	30	24
11). ES Mostaganem	28	23
12). MC Saïda	26	24
13). ASM Oran	25	24
14). RC Kouba	24	24
15). USM El Harrach	22	24
16). USM Blida	11	24

Le CS Constantine a remporté trois points décisifs en l'emportant face aux Egyptiens du SC Ismaily par un score sans appel de 3 buts à 2, en match comptant pour la 4e journée (Groupe C) de la Ligue des Champions d'Afrique, tenu au stade Chahid Hamlaoui de Constantine. Le représentant algérien dans la plus prestigieuse des compétitions africaines, voulait absolument bonifier le point du match nul arraché samedi dernier face à cette même équipe égyptienne en remportant une victoire qui lui permettrait non seulement de reprendre la tête de ce groupe mais surtout de mettre un pied en quart de finale de la plus prestigieuse des compétitions africaines. Dès l'entame du match les Vert et Noir ont imposé leur rythme à leur adversaire du soir. Mais après quelques opportunités mal négociées et un premier tir de Belkeir (4e), les hommes de Denis Lavagne voyaient les égyptiens ouvrir le score contre le cours du jeu par Ibrahim Imad (15e) qui avait repris du plat du pied le

corner tiré par Taha. Les locaux ont poussé alors pour revenir à la marque mais Benayada (25e) Belkacemi (30e) et Benchriffa (34e) n'ont par réussi à trouver la faille. Accablé par le tempo imposé par le CSC, la défense du SC Ismaily finira finalement elle aussi par céder sur un coup de pied arrêté. Zaalani (44e) ayant victorieusement repris de la tête le corner botter par Benayada. Au retour des vestiaires, le club constantinois s'est encore une fois laissé surprendre par les poulains du coach Janevski quand l'attaquant Shilango avait pris le meilleur sur un Zaalani jusqu'ici impérial, réussissant à un enchaînement parfait pour venir crucifier le portier des Sanafirs d'un tir imparable (49e). Loin d'être abattu par ce deuxième but, les joueurs du CSC ont continué à produire leur jeu sans jamais douter de leurs capacités à revenir au score, chose qui finira par payer puisque Yettou encore une fois étincelant, finira par trouver l'égalisation (66e). Appliqués et se projetant rapidement en attaque, les joueurs de

Lavagne prendront l'avantage à dix minutes de la fin de la rencontre. Benyadda réalisait un petit festival sur le côté gauche avant de trouver la tête de Bahamboula (80e) faisant chavirer de joie les 50 000 spectateurs du stade Chahid Hamlaoui. Consolidant leur première place au classement, les Constantinois qui accueilleront vendredi prochain les tunisiens du Club africain n'ont plus besoin que d'un seul point pour valider leur ticket pour les quart de la ligue des champions. Le coach français du CSC, Denis Lavagne, ne cachait pas sa joie après ce succès très important, même s'il avoue que la mission n'était pas facile. «On savait que ça allait être difficile face à une équipe qui joue son va-tout, on s'attend également à ce que le match de vendredi prochain soit aussi difficile que celui-là, puisque le Club africain viendra ici à Constantine pour jouer la gagne. Je tiens à féliciter mes joueurs pour toute la détermination qu'ils ont montré ce soir, revenir deux fois au score n'est pas chose aisée», a-t-il indiqué.

Imad M.

## Ligue 1 de football (23e journée)

## Le PAC surprend l'USMA, la JSK en profite

■ La première tranche de la 23e journée du championnat de Ligue 1 de football, disputée samedi après-midi a donné son lot de surprises avec l'exploit du Paradou AC qui a surpris le leader du championnat, l'USM Alger (2-1), une défaite exploitée à fond par la JS Kabylie qui revient à cinq longueurs, alors que le CABB Arreridj et le DRB Tadjenanet vainqueurs, enregistrent une excellente opération au détriment de leurs adversaires du jour, l'USM Bel-Abbes et l'O.Médéa.

C'est la victoire du PAC qui domine particulièrement cette journée. Menés (1-0) à la mi-temps, sur une réalisation d'Ibara, les «Académiciens» ont attendu la seconde période pour renverser leur adversaire grâce à leur buteur attiré, Naidji (50e) et Tahri (68e). Le PAC avait manqué un penalty en première période (23e). La défaite du leader a fait le bonheur de la JS Kabylie qui n'a pas

raté l'aubaine en battant l'ES Sétif (1-0). Un petit but du Burundais Abdul Fiston a fait le bonheur des «Canaris» qui consolident leur 2e place, tout en se rapprochant des Usmistes et surtout mettre fin à une longue série d'insuccès exactement depuis la 18e journée. En revanche, les Sétifiens, installés à la 7e place (30 pts), ont hypothéqué leurs chances de rejoindre le podium, tout en se concentrant sur leur dernier objectif, à savoir la Coupe d'Algérie qu'ils rêvent de décrocher pour la 9e fois (un record).

Cette journée a été favorable au CABB Arreridj et au DRB Tadjenanet. Les «Criquets» vainqueurs de l'USM Bel-Abbes (3-1), remontent à la 8e place avec un total de 29 pts. Longtemps menacés par le purgatoire, les hommes de Dziri Bilal sont désormais 8emes. En revanche, le vainqueur de la Coupe d'Algérie, l'USM Bel-Abbes continue

de manger son pain noir. Scotchés à la dernière place (19 pts) sans aucun match en retard, les gars de la Mekerra sont sérieusement menacés par la descente au palier inférieur. L'autre bonne opération de la journée, a été à l'actif du DRB Tajenamet qui bat l'O.Médéa (1-0) sur une but de Bensaha (15e). Le Difaat rejoint provisoirement le MC Oran à la 10e place (24 pts) en attendant de jouer son match en retard contre le CR Belouizadad.

Le dernier match joué ce samedi s'est terminé sur un score nul (0-0) entre la JS Saoura et le MO Bejaia. La formation du Sud-Ouest algérien très concentrée sur la compétition continentale (Ligue des champions) a permis aux Béjaouis de grignoter un précieux point en prévision de leur maintien en Ligue 1.

T.F.



26° Fespaco

## Jusqu'à la fin des temps remporte le Prix du meilleur premier film

*Jusqu'à la fin des temps* de la réalisatrice algérienne, Yasmine Chouikh, a remporté le Prix Oumarou Ganda du meilleur premier film de la 26<sup>e</sup> édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), clôturée samedi soir.

Sorti en 2017, *Jusqu'à la fin des temps*, premier long métrage de Yasmine Chouikh, est une histoire d'amour entre Ali, un fossoyeur septuagénaire, et Djoher, une veuve sexagénaire qui prépare, de son vivant, ses funérailles.

Le film a déjà raflé plusieurs prix, dont le Annab d'Or au 3<sup>e</sup> Festival de Annaba du Film méditerranéen, le Khindjar d'or Grand prix au 10<sup>e</sup> Festival international de Mascate, ainsi que le Whir d'or, Grand prix du 11<sup>e</sup> Festival international d'Oran du film arabe (Fiofa).

Le 26<sup>e</sup> Fespaco (23 fév-2 mars) a célébré le 50<sup>e</sup> anniversaire de sa création (1969-2019), sous le slogan: «Mémoires et avenir des cinémas africains».

Le Rwanda était le pays invité de cette édition du Cinquantenaire du Fespaco. 20 longs métrages de fiction étaient en lice pour décrocher l'Étalon d'or de Yennenga, la «Palme d'or africaine». Le jury de cette catégorie a été présidé par le critique de cinéma, l'Algérien Ahmed Bedjaoui.

L'Étalon d'or de Yennenga a été décerné à *The Mercy of the jungle* (La miséricorde de la jungle) du réalisateur rwandais Joël Karekezi. Le film dénonce l'absurdité de la guerre. Il suit la dérive de deux soldats rwandais perdus dans la jungle lors de la deuxième guerre du Congo en 1998.

Palmarès 2019 du 26<sup>e</sup> Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco):

Étalon d'or de Yennenga : *The Mercy of the jungle* (La miséricorde de la jungle), de Joël Karekezi (Rwanda)  
Étalon d'argent : *Karma*, de Khaled Youssef (Égypte)

Étalon de bronze : *Fatwa*, de Ben Mohmound (Tunisie)

Prix d'interprétation masculine : Marc Zinga, pour *The Mercy of the jungle* (Rwanda)

Prix d'interprétation féminine : Samantha Mugotsia, pour *Rafiki* (Kenya)

Scénario : *Regarde moi*, de Nejib Belkadi (Tunisie)

Image : *Mabata Bata*, de Joan Luis Sol de Carvalho (Mozambique)

Son : *Karma*, de Khaled Youssef (Égypte)

Musique : *Sew the Winter to My Skin*, de Jahmil X.t. Qubeka, Afrique du Sud

Décor : *Desrances*, de Apolline Traore (Burkina Faso)

Montage : *Mabata Bata*, de Joan Luis Sol de Carvalho (Mozambique)

Prix Oumarou Ganda du meilleur premier film : *Jusqu'à la fin des temps*, de Yasmine Chouikh (Algérie)

Poulain d'or court métrage fiction : *Black Mamba*, de Amel Guellaty (Tunisie)

Étalon d'or Documentaire long métrage : *Le loup d'or de Balolé*, de Aïcha Boro Leterrier (Burkina Faso)

Poulain d'or Documentaire court métrage : *Against all odds* (Contre toute attente) de Charity Resian Nampaso et Andréa Iannetta (Kenya/Italie)

Série TV : *Little stories, big reality* (Petites histoires, grandes vérités), de Ambrose B. Cooke (Ghana)  
Animation : *Briska* de Nadia Raïs (Tunisie).

R. C.



Palestine

## Environ 800 fidèles autorisés à quitter Ghaza pour La Mecque



Environ 800 fidèles musulmans palestiniens ont quitté hier la bande de Ghaza en empruntant le point de passage de Rafah vers l'Égypte pour se rendre à La Mecque en Arabie Saoudite, après avoir obtenu des visas des autorités égyptiennes, une première depuis 2014.

La bande de Ghaza, étroit territoire coincé entre Israël, la mer Méditerranée et l'Égypte, est soumis depuis plus de 10 ans à un strict blocus israélien accompagné pendant plusieurs années d'une fermeture quasi-permanente du point de passage vers l'Égypte.

Ce dernier a rouvert depuis près de 10 mois. Environ 300 voyageurs l'empruntent chaque jour dans les deux sens selon des médias jusqu'à décembre dernier.

Un responsable du point de passage de Rafah, côté palestinien, a indiqué qu'un premier groupe d'environ 800 voyageurs était parti à l'aube hier.

Il a précisé que des bus côté égyptien étaient «prêts pour transporter les pèlerins jusqu'à l'aéroport international du Caire», hier soir, d'où ils s'envoleront pour La Mecque, en Arabie Saoudite.

Des sources, côté égyptien à Rafah, ont confirmé ces

informations, indiquant que c'était la première fois que le point de passage était ouvert pour la Omra, le petit pèlerinage à La Mecque, depuis 2014. 15 pèlerins parmi les 800 n'ont pas été autorisés à passer, selon un responsable palestinien de la sécurité à Rafah, qui n'a pas donné plus de détails.

Chaque année, environ 2 500 personnes sont autorisées à sortir de Ghaza via l'Égypte pour effectuer le hadj, le pèlerinage annuel à La Mecque, l'un des cinq piliers de l'Islam. Les fidèles peuvent effectuer la Omra toute l'année.

H. R.

Italie

## Un nouveau dirigeant à la tête de la gauche

Les sympathisants du Parti démocrate italien (PD, centre-gauche) ont élu hier leur nouveau dirigeant face à la coalition populiste au pouvoir formée par la Ligue d'extrême droite et les antisystèmes du Mouvement Cinq étoiles.

Le PD est à la traîne dans les sondages depuis sa défaite en juin aux élections législatives, qui ont porté au pouvoir l'alliance entre le Mouvement Cinq étoiles (M5S) et la Ligue anti-immigration.

Trois candidats peu connus à l'international sont en lice pour la direction du Parti démocrate. Le favori est Nicola Zingaretti, parfois comparé au chef des travaillistes britanniques Jeremy Corbyn.

Au total, 35 000 volontaires sont mobilisés pour accueillir les électeurs dans quelque

7 000 bureaux de vote, dont 150 à l'étranger, qui sont ouverts jusqu'à 19h00 GMT.

Pour pouvoir participer au vote, les électeurs doivent signer une déclaration de soutien au PD et verser deux euros.

Nicola Zingaretti, 53 ans, est actuellement le président de la région du Latium, qui comprend Rome. Ancien membre du Parti communiste italien, membre fondateur du PD en 2007 et ex-eurodéputé, il prône le fédéralisme européen, tout en critiquant les politiques d'austérité sur le continent.

Roberto Giachetti, 57 ans, est considéré comme le candidat le plus proche de l'ancien chef du PD et ancien Premier ministre, Matteo Renzi. Campant sur des positions plus centristes, M. Giachetti avait été battu en 2016 par Virginia Raggi (M5S) à l'élection pour la mairie

de Rome.

Maurizio Martina, 40 ans, a été ministre de l'Agriculture dans les gouvernements de Matteo Renzi. Il avait assumé brièvement la direction du PD après la démission de Matteo Renzi, l'année dernière.

L'un des trois candidats peut être déclaré vainqueur s'il réunit plus de 50% des suffrages. Une conférence du parti départagera sinon les deux candidats arrivés en tête, le 17 mars.

Les trois impétrants ont exclu toute alliance avec le M5S, qui avait remporté 220 sièges à la chambre des députés en 2018, contre 112 sièges pour le PD. La Ligue avait conquis 123 sièges. La gauche italienne cherche depuis sa défaite à trouver un second souffle.

T. H.

## ACTU...

M'sila et Oran

### Deux éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

Deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, samedi à M'sila et Oran, par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), indique, hier dans un communiqué, le ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 02 mars 2019, deux éléments de soutien aux groupes terroristes et ce, suite à deux opérations menées distinctement à M'sila/1<sup>er</sup>RM et Oran/2<sup>e</sup>RM», précise la même source.

Par ailleurs, et «dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a saisi, en coordination avec les services des Douanes, à In Guezzam/6<sup>e</sup>RM, 12 groupes électrogènes, 10 marteaux-piqueurs, un véhicule tout-terrain et deux motocyclettes, tandis que des gardes-frontières ont saisi 22 fusils de chasse à Tébessa/5<sup>e</sup>RM», ajoute-t-on.

«Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Oran/2<sup>e</sup>RM, un narcotraffiquant en possession de 80 kg de kif traité, alors que 196 comprimés de psychotropes et 31 800 paquets de charbon ont été saisis à Ouargla et El Oued/4<sup>e</sup>RM», conclut le MDN.

Bilal L.

Tassili Airlines

### Un avion subit un incident après son atterrissage à Ouargla

Un avion de travail appartenant à Tassili Airlines a subi hier un incident après son atterrissage sur l'aérodrome de Ouargla, a indiqué la compagnie dans un communiqué, précisant qu'aucun dégât humain n'est à déplorer.

«Un avion de travail de type, Beech 1.900 D, immatriculé 7T/VIO, module 18 sièges, a été impliqué dans un incident après son atterrissage au niveau de l'aérodrome de Ouargla à 08h56, heure locale, dimanche 3 mars 2019 (hier). Aucun dégât humain n'est à déplorer», a précisé la même source.

Il est à noter que l'appareil avait à son bord 13 passagers, outre les trois membres d'équipage, tous de nationalité algérienne, a ajouté le communiqué. Une cellule de crise a été déclenchée à cet effet pour déterminer les causes de cet incident, a-t-on fait savoir de même source.

F. Y.